



Les Etats-Unis somment Yasser Arafat de combattre le terrorisme

AU PREMIER JOUR de sa tournée au Proche-Orient, mercredi 10 septembre, le secrétaire d'Etat américain Madeleine Albright a sommé Yasser Arafat de combattre activement le terrorisme. M^{me} Albright, qui devait rencontrer jeudi le chef de l'Autorité palestinienne, a repris à son compte les exigences israéliennes en matière de sécurité tout en se démarquant du discours du premier ministre Benyamin Netanyahou, avec lequel elle s'est entretenue à Jérusalem.

Le chef de la diplomatie américaine a fait allusion, sans la dénoncer explicitement, à la relance de la politique de colonisation juive dans les territoires palestiniens. « Il est très difficile, a déclaré M^{me} Albright, de créer un climat sérieux de négociation quand des actes unilatéraux [...] sont décelés. »

Lire page 4

Les emplois-jeunes dans l'éducation provoquent un afflux de candidatures

Colère des syndicats après les accusations de Claude Allègre contre les enseignants

LE MINISTÈRE de l'éducation nationale vient de lancer le processus de recrutement des candidats aux « emplois-jeunes ». 40 000 personnes doivent être embauchées d'ici la fin de l'année. Depuis le 10 septembre, les jeunes peuvent retirer un dossier dans les rectorats et, selon les régions, dans les inspections d'académie.

L'administration du ministère a déjà enregistré des milliers de candidatures et doit faire face à un véritable afflux. 1 500 personnes se sont présentées au rectorat de Lyon pour la seule journée de mercredi. Beaucoup sont étudiants, parfois titulaires d'une maîtrise ou d'une licence. Ils souhaitent intégrer à terme le corps enseignant.

Claude Allègre a choisi cette journée du 10 septembre pour lancer, devant les parlementaires socialistes, une nouvelle charge contre les enseignants. Après avoir dénoncé la semaine dernière leur « insupportable » absentéisme, il a affirmé que ces derniers « ont quatre mois de vacances » - « prennent en plus leurs



congés-formation sur la scolarité ». Les syndicats ont vivement protesté. Jean-Marc Ayrault, le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, estime que le ministre est allé « un peu trop loin ».

● La mise en place du recrutement dans les rectorats et les motivations des candidats aux emplois-jeunes. Reportage à Lyon p. 9
● Dans les grandes écoles, le bizutage a la vie dure p. 13
● Internistes ou citoyens à l'école : point de vue de Robert Redeker p. 14
● La polémique lancée par M. Allègre sur les congés-formation p. 15 et 30
● La chronique de Pierre Georges p. 30

Les impôts de M. Jospin

■ Mis en cause par M. Juppé, les abattements fiscaux professionnels seront maintenus

■ Sur la CSG, le ministre de la fonction publique prend la défense des fonctionnaires

■ Réduction envisagée des aides aux familles les plus aisées

Lire page 6

L'état économique de l'Allemagne

La croissance se maintient malgré le taux record de chômage. p. 2

Grenoble : l'eau devant la justice

Après le recours d'un élu écologiste, le Conseil d'Etat pourrait annuler la privatisation du service des eaux de la ville dédiée par Alain Canguion. p. 8

Portes ouvertes chez Mauriac

Le domaine familial de l'écrivain, à Malagar, près de la région Aquitaine, est désormais accessible au public. p. 24

Quatre qualifiés pour le Mondial 98

La Bulgarie, l'Argentine, la Colombie et le Paraguay ont obtenu, mercredi 10 septembre, leur billet pour la Coupe du monde de football. p. 21 et 22

Télécoms franco-allemands

L'alliance France Télécom-Deutsche Telekom pourrait être renforcée avant la fin de l'année. p. 17

Le sauvetage d'un port

Les collectivités locales rachètent à bas prix l'équipement portuaire de Saint-Quay-Portrieux, dans les Côtes-d'Armor, qui a englouti près de 300 millions de francs. p. 11

Allemagne, 3 DM; Australie-Guyane, 9 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 25 \$ CAN; Côte-d'Ivoire, 250 F CFA; Danemark, 14 kr; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 400 DR; Irlande, 140 £; Italie, 2000 L; Luxembourg, 40 F; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 NOK; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Esc; République tchèque, 20 Kčs; Espagne, 166 Ptas; France, 7 F; Suisse, 2 CHF; Tunisie, 12 Din; USA, 1 \$; Royaume-Uni, 250 p.

M 0147-912-7.50 F



A Calcutta, des lotus et des lys pour Mère Teresa

CALCUTTA

de notre envoyé spécial
Elle chérissait cette ville, vivait avec elle une sorte de « relation charnelle », assurent les sœurs missionnaires de la Charité, qui portent le deuil de leur fondatrice. Elles sont formelles : la mort de Mère Teresa n'est qu'un épisode dans la *love story* de près d'un demi-siècle qui lie cette ville géante de 12 millions d'habitants, lépreuse et opulente, à celle qui soigna, consola ou aida à mourir tant de ses « enfants ».

Middleton Row, devant la petite église Saint-Thomas : c'est la dernière station pour les files qui, disciplinées derrière des barrières de bambou et des policiers débordants, attendent depuis des heures d'approcher le cercueil de verre où repose le corps embaumé du Prix Nobel. Depuis le dimanche 7 septembre, soixante-dix mille personnes ont franchi le portail de cette église d'où Mère Teresa sera transportée, samedi 13, jusqu'au stade Netaji pour la cérémonie funéraire, avant d'être inhumée près de son ancienne demeure, rue A. J. Bose, à quelques pas d'un boulevard circulaire congestionné. On veut toucher ses pieds, selon la tradi-

tion indienne, mais seules les fleurs - lotus, petits lys blancs, et crêtes-de-coq couleur pourpre - sont autorisées à frôler la chaise de verre. Derrière le corps de Teresa, ses sœurs, dans leur sari blanc à lisérés bleus, chantent des *Ave Maria* et marmonnent d'inlassables prières. Les bavardages amplifient le bruit des ventilateurs et des klaxons.

C'est Calcutta qui défie, avec ses riches et ses pauvres, ses petits fonctionnaires et ses commerçants, ses brahmanes et ses intouchables, ses dévots à chapelet et ses enfants des collèges, publics et privés, en sage uniforme blanc, ses hindous, ses musulmans, ses sikhs en turban. « C'est un événement inouï qu'une petite catholique étrangère ait pu réconcilier, dans cette ville, tant de monde », s'extasiait Joseph Lamford, un prêtre californien de son ordre. Il tord le cou aux « légendes » sur le « prosélytisme » de Mère Teresa, en rappelant qu'au cours d'une visite en Albanie, son pays natal, c'est elle qui avait demandé au gouvernement la réouverture des mosquées. La communauté hindoue n'appréciait-elle pas son travail social plus que beaucoup de chrétiens ?

Kalighat ne désemplit pas. C'est dans ce

« mouvoir » que Mère Teresa a forgé sa réputation. A l'intérieur, quatre-vingt-sept lits sont occupés. Dehors, sont allongés des corps décharnés, estropiés, des femmes édentées, des enfants nus ou en haillons. Mêlé à l'odeur de putréfaction, celle de l'encens s'échappe du temple voisin voué à la déesse Kali. Dans les rues boueuses et défoncées, près d'immeubles coloniaux délabrés, des prostituées, lourdement maquillées, accostent le client.

C'est l'autre procès fait à Teresa : n'a-t-elle pas contribué à l'image d'une Calcutta « ville poubelle » ? N'a-t-elle pas prêché la résignation, alors qu'il fallait faire la révolution, demandèrent même les communistes, longtemps majoritaires dans la ville ? Calcutta était méfiante quand la petite sœur commençait à fonder ses léproseries, ses orphelinats, ses maisons, mais la ville a vite compris, souligne le prêtre californien, que changer les structures politiques n'était pas son « job ». Ce sont les « plaies du cœur » qu'elle voulait soigner et, à l'entendre, c'est de cela que Calcutta va le plus manquer.

Henri Tincq

Lire page 27

Le dernier 11 septembre du général Pinochet

VINGT-QUATRE ANS après le 11 septembre 1973, qui vit le régime du président socialiste Salvador Allende renversé par une junte militaire, le général Augusto Pinochet, qui en prit alors la tête, participe pour la dernière fois, eo tant que

chef d'une armée de terre où il aura servi soixante ans, à l'anniversaire du « coup d'Etat ». Le 11 mars 1998 au plus tard, celui qui gouverna le Chili de 1973 à 1990 devra avoir quitté le poste de commandant en chef des forces

terrestres. Alors qu'une bonne partie de la population est trop jeune pour avoir connu le Chili d'« avant », le général Pinochet fête son « dernier » 11 septembre dans un pays qui n'est ni pacifié, ni eo réglé avec sa mémoire. Il y a

d'abord les mille détenus et plus dont la disparition demeure sans explication. Il y a aussi l'héritage du régime militaire, notamment ces huit sénateurs désignés pour des périodes de huit ans par l'« ex-président Pinochet. Bien que minoritaires, ils sont assez nombreux pour bloquer, avec le soutien des sénateurs de droite, tout projet de réforme, qu'il s'agisse d'instituer le divorce, de modifier une Constitution qui porte encore la marque de l'ancienne dictature ou de supprimer le siège de sénateur à vie réservé aux anciens présidents de la République que le général Pinochet a bieu l'intention, dès qu'il aura quitté l'armée, d'occuper.

Par ailleurs, une poignée de fidèles, composée notamment d'anciens ministres du régime militaire, a conçu l'idée d'une fondation chargée de « faire connaître l'immense œuvre accomplie par Augusto Pinochet pendant ses dix-sept années de gouvernement ». Créée en 1996, la Fondation Augusto-Pinochet se prépare à devenir, dès que le général sera devenu sénateur à vie, « un centre d'études et de réflexion destiné à soutenir son action au Sénat ».

Eduardo Olivares

Lire la suite page 15



PASCAL BRUCKNER
Les Voleurs de beauté
roman

Embellie dans les banques



DANIEL BOUTON

DOPÉES PAR LES MARCHÉS, les banques françaises affichent d'excellents résultats. La mieux gérée, la Société générale, se dote d'un nouveau président, Daniel Bouton, quarante-sept ans, proche d'Alain Juppé dont il a été directeur de cabinet au ministère du budget entre 1986 et 1988.

Lire page 16

Lire page 16	
International	2
France	6
Société	9
Régions	11
Caract.	12
Horizons	13
Entreprises	16
Finances/marchés	18
Aujourd'hui	20
Météorologie-jeux	23
Culture	24
Guide culturel	26
Communication	27
Abonnements	28
Radio-Télévision	28
Kiosque	29

هكذا من الاعمال

Les autorités cubaines affirment avoir arrêté l'auteur des attentats commis à La Havane

Un mercenaire salvadorien aurait avoué avoir posé toutes les bombes

Un ancien militaire salvadorien a avoué être l'auteur des attentats à l'explosif commis jeudi 4 septembre à La Havane, selon un communiqué

du ministère cubain de l'Intérieur (Minint) diffusé mercredi 10 septembre. Le mercenaire, Raul Ernesto Cruz Leon, aurait également re-

çu les deux attentats à l'explosif commis le 12 juillet contre les hôtels Capri et Nacional de La Havane.

LA HAVANE
de notre envoyé spécial
Les autorités cubaines ont annoncé, mercredi 10 septembre, l'arrestation d'un « mercenaire salvadorien », Raul Ernesto Cruz Leon, qui a avoué être responsable de six attentats contre des hôtels et un restaurant de La Havane, dont l'un a causé la mort d'un commerçant italien, Fabio Di Cenzo, le 4 septembre.

Dans un communiqué lu à l'ouverture du journal de la télévision cubaine, mercredi dans la soirée, le ministre cubain de l'Intérieur, le Minint, affirme que l'enquête a révélé sans le moindre doute que l'opération a été minutieusement organisée depuis Miami par une structure subversive liée à la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA). Dirigée par Jorge Mas Canessa, et financièrement anticubaine, la FNCA est la plus puissante organisation de l'exil cubain aux États-Unis.

« Des traces de substances explosives ont été trouvées dans le sac, sur les mains et sous les ongles du

détenu, sur qui ont été saisis une liste d'installations touristiques cubaines ainsi que du matériel électrique et les plans manuscrits d'installations d'engins explosifs type C-4 », précise le communiqué du Minint. « L'individu, identifié sur son passeport comme Raul Ernesto Cruz Leon », est entré à Cuba le 31 août, avec un visa de touriste, et a avoué avoir commis les quatre attentats du 4 juillet, et ceux qui avaient visé les hôtels Nacional et Capri le 12 juillet. Le communiqué ne précise pas ses dates d'entrée et de sortie du territoire cubain pour cette première vague d'attentats. L'homme est présenté comme un ancien parachutiste de l'armée salvadorienne, formé au maniement d'explosifs par des instructeurs américains. Engagé au tarif de 4 500 dollars (27 000 francs) par bombe, il s'est décrit, selon les enquêteurs, comme un « aventurier téméraire, indifférent à l'objectif ou au pays visé ».

« La sécurité cubaine connaissait l'existence au Salvador d'un réseau de mercenaires dédié au terrorisme

et au trafic de drogue, et étroitement lié à la contre-révolution cubaine de Miami », ajoute le communiqué. Le Minint affirme que, depuis avril 1994, il a eu connaissance de « plus de trente plans terroristes, dont plus de quinze prévoyaient l'utilisation d'explosifs C-4, organisés depuis Miami par la FNCA et par d'autres groupes contre-révolutionnaires ».

PRESERVER LE TOURISME
S'élevant contre l'utilisation de mercenaires étrangers pour attenter au programme touristique et à l'économie du pays, le communiqué dénonce la « presse de Miami, qui a tenté de tramer Poplin public international » en évoquant « cyniquement » la responsabilité de membres de l'armée et du ministère cubain de l'Intérieur dans les attentats.

Affirmant que Cuba « a fourni à plusieurs reprises des informations pertinentes aux autorités américaines », le Minint s'étend sur les « services de sécurité et de renseignement expérimentés et sophistiqués des États-Unis n'ont pas été

capables de stopper ces plans et d'arrêter leurs responsables ». Sans exclure que des groupes de Miami soient impliqués dans les attentats, Washington se plaint de n'avoir reçu aucun élément d'enquête des Cubains.

Alors que les principaux porte-parole de la dissidence intérieure ont condamné sans équivoque les attentats contre les installations touristiques, la FNCA a publié, le 13 août, un communiqué dans le *Nuevo Herald* de Miami soutenant « tout acte de rébellion interne ».

« Le peuple cubain a le droit de choisir tout instrument à sa portée pour obtenir sa liberté », déclare la FNCA dans ce texte publié en pleine page. Devenu la principale source de devises de l'île, le tourisme s'est converti en casse-tête pour les services de sécurité cubains, naguère réputés pour leur efficacité. « Nous devons agir avec prudence pour ne pas effrayer les visiteurs étrangers », confirme un responsable cubain.

Jean-Michel Caroit

Les Serbes de Bosnie participeront aux élections municipales

IAHORINA (Bosnie-Herzégovine). Les ultra-nationalistes serbes ont cédé aux pressions internationales et décidé de participer aux municipales des 13 et 14 septembre en Bosnie-Herzégovine, qu'ils avaient menacé de boycotter. Le Parlement de la Republika Srpska (RS), dominé par le Parti démocratique (SDS) de Radovan Karadzic, a pris cette décision quelques heures après la rencontre, mercredi 10 septembre à Belgrade, entre le président yougoslave Slobodan Milosevic et Carlos Westendorp, le haut représentant civil en Bosnie, en présence de Momcilo Krajisnik, l'homme serbe à la présidence collégiale bosniaque. Par ailleurs, l'Union européenne a « fermement condamné », mercredi, la décision des Croates du HDZ de boycotter le scrutin et averti que « la Commission européenne réfléchit à des mesures, avec le reste de la communauté internationale, pour exercer une pression sur les Croates et les faire changer d'avis ». (AFP, Reuters.)

Référendum en Ecosse sur la dévolution

EDIMBOURG. Quatre millions d'Ecosais sont appelés aux urnes, jeudi 11 septembre, pour décider par référendum s'ils veulent de la décentralisation (« dévolution ») proposée par Tony Blair et d'un Parlement régional, doté le cas échéant de pouvoirs fiscaux. Si une majorité simple se dégage en faveur du « oui », un Parlement de 129 sièges devra être élu en 1999 et siégera pour la première fois en l'an 2000, à Edimbourg. Selon un sondage, 61 % des Ecosais seraient favorables à la création du Parlement. La création d'assemblées séparées en Ecosse et au Pays de Galles constitue la clé de voûte de la réforme constitutionnelle proposée par M. Blair. Les Gallois doivent à leur tour se prononcer le 18 septembre sur l'institution d'un Parlement local. (AFP, Reuters.)

La Russie et la Chine aideraient l'Iran à construire des missiles

WASHINGTON. Le département d'Etat américain a brandi, mercredi 10 septembre, la menace de sanctions économiques contre des sociétés russes et chinoises soupçonnées d'aider l'Iran à concevoir des missiles. Selon des informations des services israéliens de renseignement, rapportées par le quotidien *Washington Times*, l'Iran met au point deux types de missiles (le Shahab-3, d'une portée de 1 200 à 1 500 km, et le Shahab-4, d'une portée de 2 000 km) qui seraient prêts dans trois ans. Le département d'Etat s'est dit « préoccupé » et « déterminé » à vérifier les informations transmises par Israël au Pentagone. (AFP.)

Les talibans progressent vers le nord de l'Afghanistan

KABOUL. Les talibans (milices islamistes) seraient partiellement entrés, mercredi 10 septembre, dans Mazar-i-Sharif, située dans le nord-ouest du pays et dernière ville importante d'Afghanistan encore contrôlée par l'opposition. Des sources humanitaires occidentales dans la ville ont affirmé que le chef de guerre ouzbek Abdul Malik, membre de la coalition anti-talibans, avait été chassé mardi de son fief de Mazar-i-Sharif, apparemment à la suite d'un « coup interne ». Les forces des talibans ont été rejointes dans leur progression par des commandants locaux pro-talibans, a précisé mercredi un porte-parole de l'organisation ultra-orthodoxe au pouvoir à Kaboul, selon lequel des combats avec la milice chiite du Hezb-i-Wahdat se poursuivent dans plusieurs parties de la ville. (AFP.)

EUROPE
■ **GRANDE-BRETAGNE :** la famille Al Fayed a exigé, jeudi 11 septembre, une nouvelle autopsie du corps du chauffeur Henri Paul, mort le 31 août à Paris dans l'accident qui a coûté la vie à la princesse Diana et à Dodi Al Fayed. Une troisième analyse du sang du chauffeur a mis en évidence, mercredi, la présence d'un mélange de médicaments antidépresseurs. Mohamed Al Fayed, le père de Dodi, a mis en doute le résultat des analyses, indiquant ses avocats. La mère d'Henri Paul s'est par ailleurs dite « choquée » de ne pas avoir encore reçu de document officiel attestant le décès de son fils. Dans un entretien publié jeudi par *Le Figaro*, elle affirme que son fils « n'était pas un alcoolique », n'était « pas dépressif » et se portait parfaitement. (AFP.)

■ **HONGRIE :** le Parlement hongrois a décidé, mardi 9 septembre, de reporter à une date encore indéterminée le référendum sur l'adhésion à l'OTAN, prévu initialement le 16 novembre. Cette consultation devrait avoir lieu une ou deux semaines plus tard, a affirmé le premier ministre, Gyula Horn. L'opposition demande une reformulation des questions du référendum, notamment celle portant sur la vente de terrains à des étrangers. (AFP.)

PROCHE-ORIENT
■ **IRAN :** le commandant en chef des Gardiens de la révolution (pasdaran), le général Mohsen Rezaei, a démissionné, mardi 9 septembre, de son poste qu'il occupait depuis seize ans, pour devenir secrétaire du Conseil du discernement, une institution d'arbitrage. A sa place, l'ayatollah Ali Khamenei a nommé Yabbar Rahin Safavi, jusqu'alors « numéro deux » des pasdaran. (Reuters, AFP.)

La population espagnole se mobilise contre le terrorisme

MADRID
de notre correspondant
Deux mois après l'exécution du conseiller municipal basque Miguel-Angel Blanco, et face aux actes de violence répétés commis ces derniers jours par l'ETA, la mobilisation populaire en Espagne ne faiblit pas. Mercredi 10 septembre à Madrid, quelque vingt mille personnes, parmi lesquelles tous les hauts responsables politiques du pays, ont ainsi assisté à un concert donné par le chanteur Julio Iglesias, en hommage au jeune conseiller municipal du village d'Emunua. Les jours précédents, plusieurs dizaines de milliers d'autres personnes étaient descendues dans les rues de différentes villes du pays pour condamner l'assassinat d'un policier, vendredi, ainsi que deux tentatives d'attentats, déjouées lundi, dirigées contre un maire et un conseiller municipal d'une localité andalouse. Ces actes ont été attribués à l'ETA.

Daniel Villar, le policier de trente-neuf ans tué à Basauri (province de Biscaye), est la première victime des terroristes basques après l'assassinat, le 12 juillet, de deux balles en pleine tête, de Miguel-Angel Blanco. Cette exécution de l'organisation séparatiste basque avait profondément bouleversé l'Espagne. Près de six millions de personnes s'étaient mobilisées pour manifester leur refus de la violence.

L'ampleur de la mobilisation de ces derniers jours n'est pas comparable à celle du mois de juillet mais jamais, jusqu'à présent, la mort d'un policier n'avait provoqué un tel émoi au

Pays basque. « Les habitants de Basauri ont donné une leçon magistrale et unanime », a estimé le ministre de l'Intérieur, Jaime Mayor Oreja, qui défiait en tête de cortège. Selon lui, « l'esprit de Ernio est plus vivace que jamais ». « Il est clair qu'une nouvelle majorité sociale basque demande la paix », a-t-il poursuivi. Une manière comme une autre d'affirmer que les Basques ne baissent pas les bras et que l'indignation populaire du mois de juillet ne se réduit pas à une éphémère action contre l'ETA.

PROCES EN COURSE
Ces déclarations sont également un appel au respect de l'État de droit des pays démocratiques. Considéré comme la « pierre angulaire » de la lutte antiterroriste, le Front démocratique « avait rapidement laissé apparaître des fissures après l'assassinat de Miguel-Angel Blanco dès lors qu'il fallut adopter une attitude commune face à Henri Batasuna (HB), la victime politique de l'ETA. En effet, si les partis politiques ont décidé d'isoler HB au lendemain de l'exécution du jeune conseiller municipal, les différends l'ont emporté au mois d'août, à tel point que le président du Parti populaire du Pays basque, Carlos Izurza, a récemment affirmé que « les partis politiques ont tué le fameux esprit de Ernio ».

Certes, après l'assassinat du policier, la réponse des partis politiques démocratiques est unanime mais, en dépit de ce front uni et de la mobilisation sociale, les actions terroristes de l'ETA ne cessent pourtant pas. « L'ETA n'a pas su comprendre le message lancé par la société

mais, malheureusement, ce nouvel attentat ne nous surprend pas car la seule chose qu'ils savent faire, c'est tuer », a déclaré le porte-parole du Parti nationaliste basque (PNV, modéré) de la province de Biscaye.

Le conseiller de l'Intérieur du gouvernement basque, Juan Maria Atutxa, s'attendait d'ailleurs à ce que l'organisation basque réitère ce type d'action jusqu'en 6 octobre, date du début du procès des dirigeants de Henri Batasuna. Le bras politique de l'ETA, accusé de « délit de collaboration avec bande armée », sera jugé pour avoir diffusé, lors de la campagne électorale de 1996, une cassette vidéo faisant « l'apologie du terrorisme », selon la justice espagnole.

Le regain de violence, après un mois d'août plutôt calme, avait été annoncé par Henri Batasuna, peu de temps avant l'attentat de vendredi soir. Dans un communiqué, l'aile politique de l'ETA menaçait d'un « automne chaud » si le gouvernement ne changeait pas « clairement d'attitude dans un futur immédiat ». HB exige toujours le transfert de près de cinq cents prisonniers de l'ETA dans les prisons basques. C'est parce que Madrid avait refusé de se plier à cette exigence que l'organisation basque avait assassiné Miguel-Angel Blanco. HB lance un ultimatum d'un mois au gouvernement et menace d'appeler la société basque à faire pression dans la rue. Ces menaces ont été prises au sérieux. En prévision d'éventuelles actions de l'ETA, les forces de l'ordre espagnoles ont ainsi été placées, lundi, en état d'alerte absolue. (Interim.)

Le nouveau catéchisme n'exclut toujours pas le recours à la peine de mort

ROME
de notre correspondant
Cinq ans après la publication, en 1992, de la première version du nouveau catéchisme, le Vatican a édité le texte en latin. Soixante-dix modifications environ ont été apportées par rapport au document original. La plus controversée des dispositions, celle permettant le recours à la peine de mort, n'a finalement pas été éliminée, contrairement à ce qui était attendu notamment à la suite des nombreux appels à la clémence lancés par le pape Jean Paul II en faveur des condamnés à mort.

Présenté, mardi 9 septembre, par le cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la congrégation de la doctrine de la foi, le catéchisme latin fait un nouveau pas en direction de l'abolition de la peine capitale, mais précise que la peine de mort peut encore être utilisée lorsqu'elle « représente l'unique voie praticable pour défendre efficacement la vie des êtres humains ». Auparavant, il était fait mention de cas extrêmes. Désormais, son champ d'application est encore réduit mais n'est pas supprimé.

Dans le même chapitre, la mort est encore un rendez-vous. « Le détenteur de l'autorité » a le droit « d'user de son arme » pour repousser des agresseurs. Cette formule n'existait pas dans la première version française de 1992. La section italienne d'Amnesty Inter-

national a fait part de sa déception. « Le vrai pas en avant avait été accompli par l'Eglise avec l'encyclique *Evangelium vitae*, a expliqué Daniele Scaglione. Le texte n'est donc qu'une remise en ligne sans que soit adoptée une position abolitionniste ».

Pour le reste, les modifications apportées ne changent en rien la doctrine du Vatican, notamment en ce qui concerne l'éthique ou la morale sexuelle. Il ne fallait guère s'attendre à des bouleversements par rapport à une ligne déjà fermement tracée depuis cinq ans. D'ailleurs le cardinal Ratzinger a averti qu'il ne s'agissait pas « d'un nouveau catéchisme », précisant que le pape n'avait demandé aucune correction.

VARIATION SEMANTIQUE
L'homosexualité reste donc « une inclination objectivement désordonnée ». La contraception est toujours interdite. Le Vatican préfère parler de « régulation de la procréation » plutôt que de « régulation des naissances » car, comme l'a observé le cardinal Ratzinger, « une fois qu'un enfant est conçu, la naissance ne peut plus être régulée, sinon par l'avortement ». En revanche, la « culpabilité morale de la masturbation peut être réduite au minimum » pour des raisons d'immaturité affective, d'angoisse, de force de l'habitude ou autre facteurs psychologiques et sociaux. Il ne s'agit que d'une petite variation

semantique par rapport à la version française.

Ce nouveau catéchisme, qui constituera la référence de base en matière de doctrine catholique, ne corrige rien mais puise légèrement certains concepts. La seule véritable curiosité de l'édition la-

tiene est la suppression d'une référence aux anges comme gardiens de l'ordre cosmique voulu par Dieu. Mais il s'agissait des anges de la nation, selon la version italienne.

Michel Bôle-Richard



JOHN le CARRÉ

Avec *Le Tailleur de Panama*, son meilleur livre depuis une décennie au moins, John le Carré renoue avec la veine de ses chefs-d'œuvre.

Thierry Gandillon/L'Express

On savait que John le Carré était le romancier impitoyable de la guerre froide, on sait désormais qu'il est simplement un grand écrivain. *Télérama*

Dans la chaleur d'étuve de Panama, le retour du génial le Carré. *Jacques-Pierre Amette/Le Point*

Le Tailleur de Panama est l'un des héros les plus vertigineux du maître de l'espionnage. *Fredéric Vitoux/Le Nouvel Observateur*

Editions du Seuil

M^{me} Albright privilégie la lutte contre le terrorisme en Israël

Le secrétaire d'Etat a invité M. Nétanyahou à reconstruire la confiance

Arrivé mercredi 10 septembre à Jérusalem, le secrétaire d'Etat américain a rencontré le premier ministre israélien. Madeleine Albright a exigé que le chef de l'Auto-

rité palestinienne lutte contre le terrorisme tout en critiquant le gouvernement Nétanyahou dont les actions « unilatérales » minent la « confiance ».

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Explicite et ferme envers Yasser Arafat - qu'elle devait rencontrer jeudi 11 septembre - « clairement » sommée d'« éradiquer » ce qu'elle a appelé, à la suite de Benjamin Nétanyahou, « l'infrastructure terroriste » qui existerait dans les neuf enclaves autn- nimes qu'il contrôle, plus ambiguë et implicite dans ses appels aux Israéliens à « s'abstenir de toute mesure unilatérale qui mine la confiance », le secrétaire d'Etat américain a pris garde, mercredi, pour la première des trois journées qu'elle compte passer en Terre sainte, de ne pas froisser publiquement son hôte israélien.

Cette attitude a été immédiatement dénoncée par plusieurs dirigeants de l'Autonomie palestinienne comme « une preuve supplémentaire du parti pris pro-israélien » des Etats-Unis. Apparemment, a dit Saïb Hérahak, chef des négoc-

« Jamais, Egyptiens et Israéliens n'auraient signé la paix [en 1979, à Camp David] sans la pression américaine. »

Décontracté lors de la conférence de presse tenue mercredi avec son illustre visiteuse, qu'il a appelée par son prénom, le premier ministre israélien, qui, la veille encore, se disait « certain » que Washington n'exercerait « aucune pression » sur lui pour qu'il arrête la colonisation des territoires occupés et respecte les engagements d'Israël, a réitéré ses accusations contre M. Arafat tout en assurant que son gouvernement recherchait toujours la paix avec ses voisins.

M^{me} Albright, qui devait rencontrer le chef de l'Olp à Ramallah, « capitale » temporaire de l'Autonomie palestinienne, s'est cependant abstenue de suivre M. Nétanyahou sur toute sa ligne nationaliste et intransigente. Certes, a-t-elle répété : « Il n'y a

ma - a sonné le glas de tous les contacts israélo-palestiniens et plongé le processus de paix dans l'agonie. Invitée à dire si elle avait explicitement demandé à M. Nétanyahou de suspendre toute colonisation pour redonner une chance à la paix, le chef de la diplomatie américaine, qui a souligné l'exigence de « réciprocité » entre les deux parties, n'a pas répondu.

RAPPEL DES ACCORDS SIGNÉS
Ministre de l'Information et très proche du chef de l'Olp, Yasser Abed Rabbo en a conclu que, pour sa première journée en Terre sainte, M^{me} Albright avait « dansé au son de la flûte de l'extrême droite israélienne. Les confiscations de terres, c'est aussi du terrorisme, et d'Etat », a-t-il ajouté. « Comment peut-il nous être demandé d'assurer la sécurité d'Israël quand les Palestiniens sont quotidiennement agressés et humiliés, que leurs terres sont volées, qu'ils sont assignés et réduits à la famine ? »

La partie la plus claire du discours public de M^{me} Albright, et la plus satisfaisante pour les Palestiniens, qui l'ont d'ailleurs souligné par le biais d'une déclaration de Hanane Ashraoui, ministre de l'Enseignement supérieur, fut celle concernant l'importance des accords déjà conclus. L'administration américaine soutient certes l'idée de M. Nétanyahou d'engager rapidement, une fois les exigences de sécurité satisfaites, les négociations sur le statut définitif des territoires occupés. Mais, contrairement à ce que préconisent clairement et périodiquement le premier ministre et son entourage, M^{me} Albright ne suit pas le gouvernement israélien sur la voie de l'abandon des engagements précédemment pris par Israël et jamais honorés.

« Nous pensons, a dit la diplomate, qu'il est important de ne pas abandonner les accords intermédiaires du processus d'Oslo, et donc la suggestion que j'ai faite est que ces accords, mis en œuvre d'une façon mutuellement responsable, soient mariés avec les négociations finales. » En clair, Israël, qui s'est engagé à libérer tous les prisonniers palestiniens (plus de 3 000), à mettre en place, sur son territoire, un passage protégé permettant aux Palestiniens de circuler entre Gaza et la Cisjordanie, à laisser M. Arafat ouvrir un port et un aéroport à Gaza et à redéployer son armée hors d'une partie importante de la Cisjordanie, doit respecter les promesses saisonnières faites à Washington envers M. Arafat.

Patrice Claude

Les dernières aventures de Yagan, guerrier Nyoongar

AUCKLAND
de notre envoyé spécial

Cela fait cent soixante-quatre ans que le corps de l'Indien aborigène australien Yagan a perdu sa tête... Et plus de vingt ans que ses descendants de la tribu Nyoongar tentent de retrouver le crâne du célèbre ancêtre, qui, par un étrange concours de circonstances, avait fini dans un cimetière de Liverpool. Cette tête a finalement été exhumée, et une délégation d'Aborigènes vient d'aller la chercher en Angleterre. Elle devrait bientôt rejoindre le reste de la dépouille qui repose, elle, en un site aborigène sacré, et secret, aux alentours de Perth (Australie occidentale). « Yagan pourra enfin retourner au monde spirituel », estime Ken Colbung, descendant de Yagan. Ce retour, qui devait être perçu comme un nouveau pas dans le processus de réconciliation entre les Australiens blancs et les aborigènes, fut pourtant émaillé de divers incidents qui menacent plutôt de raviver les tensions dans cet Etat de l'Ouest australien particulièrement raciste à l'égard des autochtones.

Dans les premières années de la colonisation, Yagan avait suscité l'admiration des Britanniques pour son impressionnant visage anguleux, sa bravoure et son dévouement envers son peuple, rappellent les chroniques de l'époque. Mais ayant mené des attaques meurtrières contre des Blancs il fut recherché et sa tête mise à prix. Il fut assassiné en 1833 par deux jeunes colons partis à la chasse au kangourou et dont il pensait avoir conquis l'amitié. La tête du beau rebelle fut alors coupée, boucanée pendant trois mois et expédiée en Angleterre. « L'homme blanc, dans sa jungle de béton, peut parler de sau- vagerie des Aborigènes... », commente Robert Bro-

pho, l'un des aînés de la tribu Nyoongar. L'« Europe civilisée », où pointait le darwinisme, était alors friande de ces trophées humains : les têtes de guerriers maoris en provenance de Nouvelle-Zélande étaient « prises pour leurs magnifiques tatouages, souvent faux » - il y en a d'ailleurs quatre au Musée de l'Homme à Paris -, alors que celles d'Aborigènes « fascinaient pour leur proximité avec la tête du singe, selon la perception de l'époque » expliquent l'anthropologue néo-zélandais David Simmons et l'historien australien Henry Reynolds. Aujourd'hui, plusieurs musées à travers le monde envisagent de restituer à leur peuple d'origine les trophées humains qu'ils possèdent.

STATUE DÉCAPITÉE

Pourtant, le retour de Yagan n'a pas fait l'unanimité. A peine la tête fut-elle revenue qu'une statue en bronze du « héros de la résistance aborigène » érigée sur une île de la rivière Swan, à Perth, fut à son tour décapitée, à la scie électrique. L'acte de vandalisme eut lieu pendant les obsèques de Diana, quelques jours auparavant, Ken Colbung avait déclaré que la mort de la princesse de Galles était le paiement spirituel dont l'Angleterre avait dû s'acquitter pour ce qu'elle avait infligé à son ancêtre. Après cette exécution, Robert Bropho, l'aîné de la tribu, a affirmé craindre des vengeances du peuple Nyoongar sur les statues européennes de la ville. On s'inquiète pour la tête de la reine Victoria. Dans un tel contexte, difficile d'envisager l'enterrement final de Yagan, qui n'en est certes plus à un jour près.

Florence de Changy

La Côte d'Ivoire s'impose une cure d'austérité budgétaire

Malgré une croissance de 6 % attendue en 1997 et un programme de privatisations bien avancé, Abidjan suscite toujours des réserves de la part du FMI et de la Banque mondiale, de plus en plus exigeants

ABIDJAN

de notre correspondant

Ce devrait être le dernier accord avant la prospérité. Pour trois ans encore la Côte d'Ivoire sera « sous ajustement », aidée financièrement et surveillée par le Fonds monétaire et la Banque mondiale. En l'an 2000, le pays devrait devenir un « éléphant », l'équivalent africain des dragons asiatiques, développant seul son industrie et son agriculture, gérant de manière autonome sa dette extérieure. Mais les négociations entre le gouvernement ivoirien et les institutions financières internationales traînent en longueur depuis le mois de mai, et de part et d'autre on peut discerner une certaine crispation. Malgré la croissance retrouvée (environ 6 % prévue pour 1997), malgré un programme de privatisations bien entamé, la Côte d'Ivoire suscite encore chez les bailleurs de fonds multilatéraux des réserves, voire un agacement certain.

Pour apaiser la controverse naissante, le ministre ivoirien des finances, Niamien Ngoran, a expliqué, lors d'une conférence de presse vendredi 5 septembre, la nature des « différences d'appréciation » qui font que « les négociations prennent un peu plus de temps que d'habitude ». Les divergences portent sur trois points, la discipline budgétaire, la transparence de la gestion de l'Etat et la réforme de la fibre cafcacao, première source de devises pour la Côte d'Ivoire.

Les autorités ivoiriennes sont aujourd'hui partagées entre le désir de résister à certaines exigences des institutions de Bretton Woods et la nécessité de parvenir rapidement à un accord. Après de longues négociations avec les créanciers privés réunis au sein du club de Londres, la Côte d'Ivoire a en effet obtenu un allègement considérable de sa dette privée. En faisant jouer ses appuis diplomatiques au sein des conseils d'administration de Bretton Woods, elle a obtenu de pouvoir bénéficier de l'Initiative d'allègement de la dette des pays les plus pauvres décidée en octobre 1996 par le FMI. Mais la transcription effective de ces avancées dans la comptabilité publique ivoirienne dépend de l'accord sur la Facilité d'ajustement structurel renforcé (FASR) dont la conclusion tarde tant.

C'est cette fois, la Banque mondiale et le FMI se sont fait très exigeants. Certains, à Bretton Woods n'ont pas bien digéré que la Côte d'Ivoire bénéficie de l'Initiative sur l'allègement de la dette. Comme l'explication un des participants à la négociation « les ivoiriens ont fait le forcing auprès de leurs alliés, en premier lieu les Français, pour bénéficier de cette initiative. Le lendemain de leur admission, une demi-douzaine de pays jusqu'ici exclus demandaient leur admission ». Du coup, Banque mondiale et FMI ont exigé une politique budgétaire irréprochable. Ressentiment, peut-être, volonté aussi que l'allègement de la dette profite aux populations. « Pour l'instant, la Côte d'Ivoire consacre une part insuffisante de ses ressources à la santé et à l'éducation », fait remarquer un autre économiste.

Le marché du cacao devrait être totalement libre en 1999

Cette mauvaise répartition des ressources est favorisée par des procédures budgétaires complexes et opaques, qui par le jeu des retards d'ordonnement des dépenses et autres approximations finit toujours avec le déficit. Cette opacité encourage par ailleurs une corruption endémique. Une fraude à l'exportation du cacao, faisant passer des fèves de première qualité pour des produits bas de gamme exemptés de droit de sortie a été ainsi évaluée à 5,2 milliards de francs CFA, récupérés auprès des exportateurs indolents qui ont également payé une amende. En revanche, le ministre des finances s'est contenté d'évoquer « le manque de vigilance » des douaniers qui ont échappé aux sanctions pénales. L'environnement judiciaire et policier du monde des affaires en Côte d'Ivoire reste toujours incertain, comme en témoigne la grève des transporteurs ouest-africains, entamée le 8 septembre, pour protester contre le racket exercé par les différents corps ivoiriens de maintien de l'ordre.

Thomas Sotinel

M. Kabila se réjouit de la suspension de l'action du HCR

LAURENT-DÉSIRÉ KABILA, président de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) a affirmé, mercredi 10 septembre à Kinshasa, que la décision du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) de suspendre ses activités en faveur des réfugiés hutus rwandais dans l'ex-Zaïre constituait « un sauvagement » pour le peuple congolais. « Je ne suis pas encore officiellement informé de la décision du HCR, mais si cela s'avère exact, je ferai une déclaration officielle. En attendant, le peuple va se sentir soulagé, car l'histoire de ce pays avec les Nations unies n'est terrible », a affirmé M. Kabila à la radio officielle, à son retour d'une visite de deux jours

au Rwanda. « Nous devons être très contents du départ des agents du HCR, car ils sont nuisibles pour nous. Ce sera une belle occasion de vivre totalement libres, sans contrainte du HCR », a ajouté M. Kabila. Le HCR avait annoncé, mercredi, à Genève, la suspension de son aide aux Rwandais qui se trouvent encore dans l'ex-Zaïre, après que Kinshasa ait expulsé la semaine dernière sur Kigali quelque 800 réfugiés rwandais et humanitaires d'un centre de transit du HCR à Kisangani, dans l'est du pays.

M. Kabila a expliqué qu'en renvoyant les réfugiés chez eux, il ne faisait que se soumettre aux exigences du HCR, qu'il a accusé de

complot. Depuis plus de deux semaines, une mission d'experts des Nations unies chargée d'enquêter sur les massacres commis au cours de la conquête du pays par les troupes de M. Kabila est toujours bloquée à Kinshasa, en dépit des engagements officiels des autorités à les laisser travailler sur le terrain.

D'autre part, M. Kabila a estimé que le décès en exil du maréchal Mobutu ne méritait aucun commentaire. « C'est un citoyen comme un autre, a-t-il déclaré à la télévision locale. Il y a des gens qui meurent tous les jours. Il sont là, à l'hôpital. Pourquoi ne me demandent-ils pas de faire une déclaration officielle sur eux ? » - (AFP/Reuters)

Un diplomate américain exprime le soutien de son pays au président algérien

MIS EN CAUSE pour son incapacité à empêcher les massacres de civils, le régime algérien a reçu le soutien explicite de l'ambassadeur américain à Alger. « Nous appuyons les mesures militaires compatibles avec un Etat de droit pour la protection des civils », a déclaré mercredi 10 septembre Ronald Neumann, l'ambassadeur à Alger. L'administration américaine soutient la politique mise en œuvre par le président Zeroual et qu'il fallait encourager « la réconciliation nationale entre ceux qui rejettent la violence » - une allusion à l'appel pour un arrêt des violences que s'appropriait à lancer Abassi Madani, le dirigeant his-

torique de l'ex-Front islamique du salut (FIS), avant sa remise en liberté surveillée il y a une dizaine de jours. En France, la Commission nationale consultative des droits de l'homme, un organisme rattaché à Matignon, devait selon le quotidien Libération examiner, jeudi 11 septembre, une résolution dénonçant « le nombre et la gravité des exactions commises par les groupes qui se réclament de l'islamisme [ainsi que les] violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité et par les milices [armées par le pouvoir]. Dans le passé, la Commission a condamné la Tunisie et la Turquie. Jusqu'ici la France s'est contentée d'exprimer son « indignation » et

son « émotion » face aux violences en Algérie. Cette attitude est condamnée par la Ligue des droits de l'homme (LDH), qui, sous le titre « Algérie : la France doit agir », a publié mercredi un communiqué pour déplorer : « La nouvelle et terrible escalade de violence [internationale] au moment où l'Union européenne s'apprête à finaliser les termes d'un accord d'association faisant référence explicitement aux droits de l'homme ». Selon un sondage publié par L'Evénement du jeudi, près de trois Français sur quatre considèrent que les massacres commis en Algérie constituent une menace pour la France. Mais la moitié d'entre eux estime que Paris n'a pas à se mêler du conflit.

هكذا من الاموال

(Publicité)

LE MONDE / VENDREDI 12 SEPTEMBRE 1997 / 5

Actionnaires de Casino, Actionnaires de Rallye

Valorisez *dès à présent* votre investissement

Les offres publiques d'achat déposées par Promodès sur l'intégralité du capital des sociétés Casino et Rallye constituent l'opportunité de valoriser votre investissement.

Le prix proposé pour les actions ordinaires de Casino présente une prime de 15 % par rapport au cours moyen pondéré du 29.08.1997, et une prime de 19 % par rapport au cours moyen pondéré du titre sur les 3 derniers mois.

La réalisation de ce projet permettra la constitution de l'un des tout premiers groupes de distribution alimentaire européens avec : un chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'ordre de 170 milliards de francs (sur la base des chiffres 1996), une présence dans 15 pays sur 4 continents (Europe, Amérique, Afrique et Asie) et 110 000 personnes.

Vous avez une occasion de vendre aujourd'hui, à prix ferme, vos actions.

OPA

Jusqu'au 27 octobre 1997 au plus tard*

sur la totalité des titres **Casino**

Action ordinaire: **340 F**

ADP: **272 F**

BSA Casino: **120 F**

OPA

Jusqu'au 27 octobre 1997 au plus tard*

sur la totalité des titres **Rallye**

Action ordinaire: **420 F**

ORA Rallye: **470,40 F**

* Fixation définitive de la date de clôture à la publication des notes de réponses de Casino et de Rallye.

Promodès se réserve le droit de ne pas donner suite à chacune de ses offres, si celles-ci ne lui permettent pas d'obtenir la majorité des droits de vote, respectivement de Casino et de Rallye.

Pour bénéficier de cette offre, donnez, dès à présent, vos instructions à votre intermédiaire financier habituel.

Les notes d'informations portant les visas COB N° 97-474 et N° 97-475 sont tenues, sans frais, à la disposition du public, chez les intermédiaires financiers ou chez Promodès, Direction de la Communication, 123 rue Jules Guesde - Levallois 92300

N° Vert 0800 83 84 85

APPEL GRATUIT



Promodès

Tous les visages du commerce

سكنا من الاخير

Lionel Jospin engage les députés socialistes à « interpréter » la volonté du peuple

Il demande aux élus de juin de ne pas céder au « mythe du mandat impératif »

Devant les députés et sénateurs socialistes réunis à Montpellier pour leurs journées parlementaires, Lionel Jospin a, mercredi 10 septembre, mis en

perspective l'action gouvernementale et invité les députés à en être les « partenaires », en sachant interpréter la volonté populaire dont ils sont l'éma-

nation, sans se croire dépositaires d'un « mandat impératif ». Il a confirmé le dépôt d'un projet de loi sur le cumul des mandats et des fonctions.

MONTPELLIER

de nos envoyés spéciaux. Encore un peu « esbaudis », selon la formule de Louis Mermaz, ancien président de l'Assemblée nationale, les parlementaires socialistes, réunis à Montpellier, mercredi 10 septembre, se complaisaient sur leur petit nuage. De Didier Migaud à Claude Bartolone, Jean-Marie Le Guen ou Henri Weber, ils savouraient la popularité du gouvernement, cent jours après la nomination de Lionel Jospin. Hormis quelques apartés critiques sur la non-abrogation des lois Pasqua-Debré ou quelques états d'âme sur le calendrier et les modalités de la future législation sur le cumul des mandats, la plupart des parlementaires ne trouvent pas grand-chose à reprocher à la politique gouvernementale.

« RUPTURE PROFONDE »

Dans ce climat si consensuel, M. Jospin, accompagné de plusieurs ministres comme Claude Allègre, Elisabeth Guigou, Catherine Trautmann, Ségolène Royal, n'a pas dissimulé son plaisir, en s'attardant au dîner offert par Georges Frêche, maire de Montpellier, allant jusqu'à fredonner *Les Copains d'abord* à une heure avancée. Plus tôt, le premier ministre n'avait pas eu à forcer son talent pour emporter l'adhésion, discrète, d'un auditoire qui lui était acquis. Sa décision de procéder à une première lecture à l'Assemblée nationale du projet de loi sur la limitation du cumul des mandats avant les prochaines élections (*Le Monde* du 11 septembre) n'a pas suscité de réactions. L'annonce du non-relevement des cotisations sociales de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales a eu plus de succès.

Parlant des prochains rendez-vous du gouvernement, M. Jospin a précisé quel serait, selon lui, le rôle des parlementaires dans la discussion du projet de loi sur l'immigration, « pleinement conforme à nos engagements ». Il s'est déclaré ouvert à l'introduction de « modifications qui paraîtront utiles » aux parlementaires, les invitant à ne pas

« dénoter » le texte et à respecter « l'équilibre de son approche ». Se félicitant de « la rupture profonde » provoquée par le projet de loi de Martine Aubry sur l'emploi des jeunes - « Ce plan est un projet contre la désespérance et pour l'espoir » -, il a présenté la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et le temps de travail comme « un coup d'envoi » à une phase de négociations. Il a rappelé que la réforme de la procédure de licenciement économique aurait pour objet de renforcer « le pouvoir de contrôle de l'administration ».

M. Jospin a profité pour revenir sur les polémiques concernant la présidence d'Air France et l'ouverture du capital de France Télé-

com. Assignant aux socialistes la mission d'« assumer la nécessaire conciliation du marché et de l'État, de l'efficacité économique et de la justice sociale, de l'ouverture et de l'identité », le premier ministre a justifié la cession de 20 % du capital de France Télécom par le souci d'assurer « l'équilibre entre projet industriel et garantie du service public ». A propos d'Air France, il a dénié aux dirigeants d'entreprises publiques le droit de fixer des « conditions à l'État ». Répondant aux récentes critiques du président de l'UDF, le premier secrétaire du PS a martelé : « C'est une bien curieuse conception de l'homme d'État que se fait M. Léotard quand il croit qu'un premier ministre doit

prouver son sens de l'État en cédant à un ultimatum. » Dans la foulée, il a dénoncé une droite « prisonnière de schémas dépassés » qui « n'a toujours pas compris les raisons profondes de sa défaite ». M. Jospin a mis toutefois en garde ses amis contre la tentation de juger l'ancienne majorité « hors jeu », même s'il la juge « relativement discrète ».

« ÉCLAIRER L'OPINION » - Revenant sur sa méthode, le chef du gouvernement a assigné aux parlementaires socialistes la triple mission d'être « des interprètes, des partenaires et des relais ». « Dépositaires de la volonté du peuple français, vous devez désormais en être les interprètes, a-t-il précisé. Avec fidélité, indiscutablement, mais sans verser dans un quelconque mythe du mandat impératif. » Se disant soucieux de les associer au travail gouvernemental, M. Jospin attend des députés et sénateurs « la solidarité et la responsabilité dans l'engagement, mais aussi l'imagination et la créativité dans la proposition ». Le rôle de relais revient, pour lui, à « éclairer » l'opinion sur la politique du gouvernement et à la défendre au Parlement contre les attaques de l'opposition.

En préambule, Jean-Marc Ayrault, patron des députés socialistes, a assuré le gouvernement du soutien « plein et entier » de son groupe. « La solidarité s'organise autour d'une obligation de résultat », a souligné le maire de Nantes. Laurent Fabius, ministre chargé des relations avec le Parlement, a salué « l'esprit de partenariat », s'est abstenu de commenter dans le détail l'action du gouvernement.

Évoquant de possibles aménagements de la procédure susceptible de renforcer les pouvoirs d'initiative et de contrôle des parlementaires, le président de l'Assemblée nationale s'est appliqué à démontrer que « la rénovation de la vie publique passe et passera par la rénovation du Parlement ».

Jean-Baptiste de Mantvalon et Michel Noblecourt

« Le pouvoir politique ne s'identifie plus au pouvoir économique »

DEVANT les parlementaires socialistes, mercredi 10 septembre, à Montpellier, Lionel Jospin a affirmé : « Réhabiliter l'action politique et construire un projet équilibré, voilà deux conditions essentielles, à mes yeux, pour réussir le changement que les Français ont voulu. Pour moi et pour nous tous, ici, la transformation sociale reste la visée de l'action politique. Elle passe désormais par la voie de la réforme, ce qui suppose d'écouter nos compatriotes, de répondre à leurs attentes, de prendre en compte l'histoire de notre pays et, aussi, de réhabiliter l'action politique et de restaurer l'autorité de l'État. Les Français ne veulent sûrement pas que le gouvernement ignore les données économiques, mais je crois qu'ils sont satisfaits de voir que le pouvoir politique ne s'identifie plus au pouvoir économique. Ils sentent qu'il y a un contre-poids, une autre source de légitimité dans la société. (...) »

VERBATIM

La transformation sociale reste la visée de l'action politique. Elle passe désormais par la voie de la réforme, ce qui suppose d'écouter nos compatriotes, de répondre à leurs attentes, de prendre en compte l'histoire de notre pays et, aussi, de réhabiliter l'action politique et de restaurer l'autorité de l'État. Les Français ne veulent sûrement pas que le gouvernement ignore les données économiques, mais je crois qu'ils sont satisfaits de voir que le pouvoir politique ne s'identifie plus au pouvoir économique. Ils sentent qu'il y a un contre-poids, une autre source de légitimité dans la société. (...) »

« Je suis persuadé que les Français attendent que l'on restitue à la politique la valeur cardinale qui est la sienne. Je ne suis même pas loin de penser qu'une des raisons du retour de la confiance, qui s'esquisse dans le pays, tient précisément à cette réhabilitation de la politique que nous avons engagée pour la mettre au cœur de la démocratie. »

Inscrivant la démocratisation et la modernisation de la vie publique dans le cadre du « pacte républicain », M. Jospin a confirmé la mise en œuvre d'une réforme de la loi de 1985 sur le cumul des mandats. « Il s'agit notamment, a-t-il indiqué, de limiter les possibilités de cumul d'un mandat parlementaire avec la responsabilité d'un exécutif local. Le projet de loi qui sera soumis au début de l'année prochaine fera l'objet d'une première lecture à l'Assemblée nationale avant les échéances électorales du printemps. (...) Dans un souci de concertation, et avec la volonté d'aboutir, je prendrai l'initiative d'une rencontre sur ce sujet avec les dirigeants des grandes formations politiques républicaines. »

M. Séguin presse M. Balladur de conduire la droite en Ile-de-France

Les états-majors du RPR et de l'UDF préparent des listes d'union pour les élections régionales

SANS TARDER, la droite s'est engagée dans la préparation d'une nouvelle échéance électorale, les régionales du printemps prochain, qui s'annoncent périlleuses pour elle, particulièrement en Ile-de-France et en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Dans une lettre datée du mercredi 10 septembre, le président du RPR, Philippe Séguin, a ainsi demandé à Edouard Balladur d'être le chef de file du Rassemblement à Paris pour les élections régionales. « Vous êtes le mieux à même de conduire notre mouvement et l'ensemble de l'opposition au succès dans ce département », écrit M. Séguin.

Selon son entourage, M. Balladur réserve sa réponse, le temps de vérifier dans quelles conditions se préparent ces élections dans les autres départements de la région Ile-de-France. Il ne fait pas de doute, en effet, qu'une acceptation de l'ancien premier ministre vaudrait candidature de sa part à la présidence du conseil régional. Jusqu'à présent, l'ancien premier ministre s'était montré réticent vis-à-vis d'une telle perspective, tant en raison de la lourdeur de la tâche que des conditions politiques qui l'accompagnent. Depuis 1992, la droite ne dispose que d'une majorité relative au sein de l'Assemblée francilienne et, dans l'hypothèse la plus favorable pour elle, cela risque bien d'être encore le cas après le scrutin de mars 1998. L'ancien candidat à la présidence de la République doit aussi considérer que la gestion de la première région française ne serait qu'un pis-aller par rapport à celle de la capitale. Mais la succession de Jean Tiberi à la mairie de Paris ne paraît pas ouverte dans l'immédiat.

Dans un souci de continuité, M. Séguin a confirmé les chefs de

file qui avaient été désignés par son prédécesseur à la tête du RPR, Alain Juppé : Pierre Bédier, maire de Mantes-la-Jolie, pour les Yvelines, Guy Druet pour la Seine-et-Marne, Georges Mothron, ancien député, pour le Val-d'Oise, Charles Pasqua pour les Hauts-de-Seine, Eric Raoult pour la Seine-Saint-Denis. Pour des raisons différentes, deux départements demeurent réservés : l'Essonne, à cause des « affaires » du conseil général, et le Val-de-Marne, où Michel Giraud, qui a déjà renoncé à postuler à sa propre succession à la présidence du conseil régional, pourrait s'effacer complètement.

Mercredi matin, avant l'annonce du choix de M. Balladur, l'exécutif RPR-UDF du conseil régional est paradoxalement entré en campagne en prenant la défense de M. Giraud, contre lequel une information judiciaire a été ouverte pour « conservation de prise illégale d'intérêts » (*Le Monde* du 3 septembre). L'ancien ministre de M. Balladur est soupçonné d'avoir employé, pendant plusieurs années, deux salariés du conseil régional dans sa propriété

de Morsang-sur-Seine. Au nom de tous les vice-présidents du conseil régional, réunis pour une conférence de presse, Bernard Lehideux (UDF-DL), premier vice-président, et Roger Karoutchi (RPR), vice-président chargé de l'administration générale et par ailleurs chef de cabinet de M. Séguin, ont jugé « scandaleuse » la « mise en cause personnelle » de M. Giraud dans « une affaire qui n'en est pas une ». Ils y ont vu une « attaque politicienne » et une « opération préélectorale ».

Au RPR, on prend bien soin de préciser que la désignation de chefs de file ne signifie pas que ceux-ci seront automatiquement les têtes de listes de la droite aux élections régionales. De son côté, l'UDF a déjà indiqué, par la voix de son président, François Léotard, qu'elle était prête à « se ranger derrière M. Balladur », dont la candidature est de nature à prévenir les risques de division. La confédération libérale n'en réclame pas moins quatre têtes de listes sur huit, au lieu d'une seule - dans le Val-d'Oise - en 1992. Outre ce dernier département,

l'UDF fait valoir ses prétentions dans les Yvelines, dans l'Essonne et dans le Val-de-Marne.

Des négociations doivent s'ouvrir, entre les deux grands mouvements de la droite, à partir du mois d'octobre, pour toutes les régions françaises. Elles porteront non seulement sur la direction des listes, mais aussi sur leur composition. Ce ne sera pas simple : après l'échec des législatives, de nombreux anciens députés voudront se recycler, ce qui risque d'entraver la volonté de renouvellement et de féminisation, affichée par les états-majors de l'opposition. Ces négociations seront conduites pour l'UDF par le trio qui avait déjà préparé les élections législatives - Jean-Claude Gaudin, Claude Goegeux et Bernard Lehideux - et, pour le RPR, par une équipe entièrement renouvelée, composée de François Fillon, Roger Karoutchi et Eric Raoult.

Dès mercredi soir, les principaux responsables de l'opposition ont du reste préparé le terrain, en disant ensemble, à l'invitation de M. Séguin. Ce dernier était accompagné de Nicolas Sarkozy et de Charles Pasqua. M. Léotard était entouré de François Bayrou et d'Alain Madelin. « Les dîners de l'opposition remplacent les déjeuners de la majorité », a plaisanté l'un des participants. Bien que très réticents à l'égard des velléités de fusion, qui s'étaient à nouveau exprimées, le jour même, à Valence, les six hommes sont convenus d'instituer un comité de coordination permanent et de recréer un intergroupe à l'Assemblée nationale, tel qu'il avait déjà existé entre 1988 et 1993.

Cécile Chambraud et Jean-Louis Stais

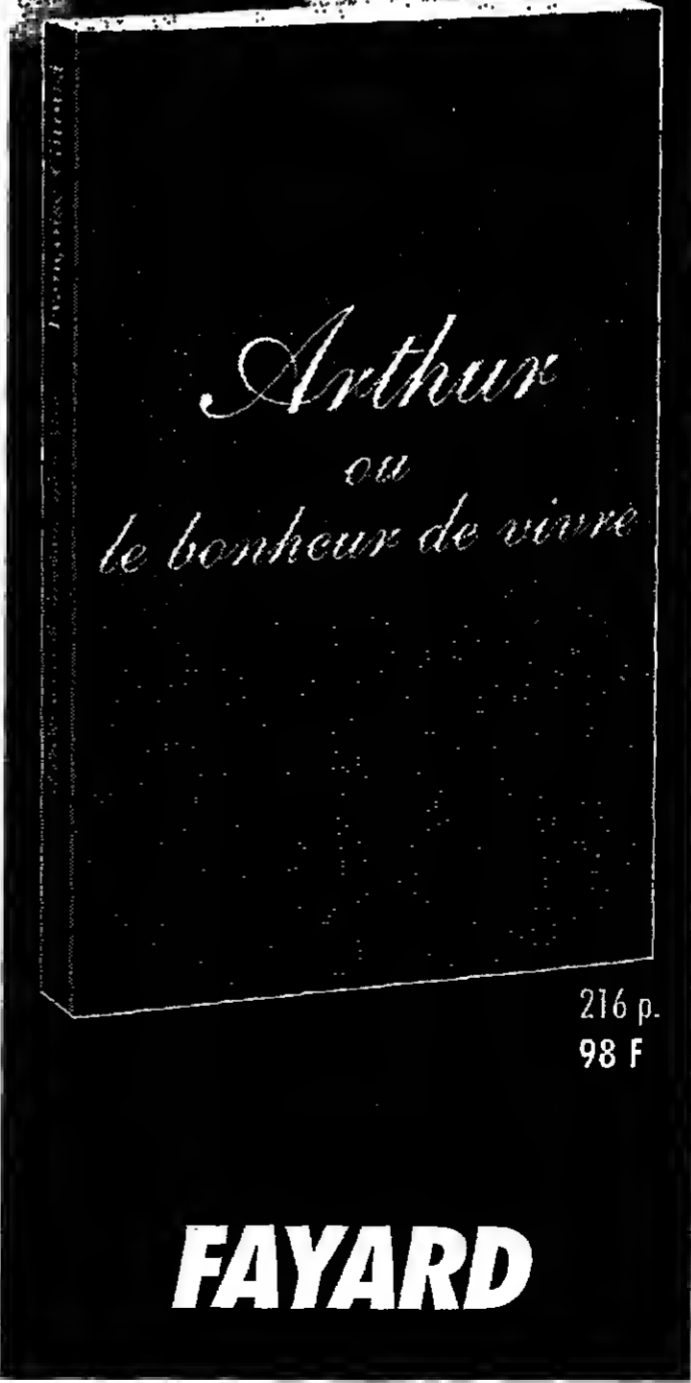
L'appel de Valence pour la fusion

Un mois après en avoir fait l'annonce, le maire RPR de Valence, Patrick Labaune, a lancé, mercredi 10 septembre, depuis son hôtel de ville, un appel à « la fusion des formations politiques d'opposition » (RPR, UDF, CNIP et Génération Ecologie), afin de « rénover en profondeur l'esprit et la méthode » de partis minés par « les compétitions intestines et les rivalités de personnes ». M. Labaune était en compagnie, notamment, de Renaud Dutreil, député UDF-DL de l'Aisne, et de Françoise Hostalter, elle aussi membre du parti d'Alain Madelin, ancienne secrétaire d'État du premier gouvernement d'Alain Juppé, qui présidera l'« Entente pour la fusion ». Le MPF, qui devait s'associer à cette initiative, a finalement déclaré forfait.

Reconnaissant que son appel à la fusion n'a « pas reçu le feu vert » des états-majors parisiens, le maire de Valence en appelle aussi des socialistes à « l'opinion publique et aux élus locaux ». - (Corresp.)

FRANÇOISE GIROUD

l'invitée de
BOUILLON DE CULTURE
le 12 septembre



216 p.
98 F

سلاحي

RÉGIONS

LE MONDE / VENDREDI 12 SEPTEMBRE 1997

NAVIGATION D'ici à la fin de l'année, la municipalité de Saint-Quay-Portrieux et le conseil général des Côtes-d'Armor auront racheté, pour 45 millions de francs, le port de

Saint-Quay-Portrieux, qui avait nécessité un investissement privé de 175 millions et un financement public de 100 millions. ● POUR PROFI-TER de la marine touristique, Saint-

Quay a vu grand en voulant se doter du seul port en eau profonde entre Brest et Charbourg. ● SEPT ANS après son inauguration, le port mixte (plaisance et pêche) offre un bilan

décevant. ● LA BRETAGNE compte une quarantaine de ports de plaisance, soit au total (avec les mouillages sur bouées) 25 000 postes d'amarrage, dont 16 800 places de

porton. ● LE MORBIHAN est un département phare, grâce notamment au plan d'aménagement touristique financé dans les années 60 par le conseil général.

Les collectivités locales renflouent le port de Saint-Quay-Portrieux

Voulant tirer parti de la vogue de la plaisance dans les années 80, la station balnéaire bretonne avait consacré près de 300 millions de francs, (dont des fonds publics), dans un nouvel équipement. Aujourd'hui, le résultat est très mitigé et le promoteur se désengage

RENNES
de notre correspondante régionale

Dans les années 80, la plaisance connaît un boom. A coups de tours du monde et de courses transatlantiques, les navigateurs-aventuriers inventent une nouvelle légende de la mer. Les Côtes d'Armor, longant sur le succès des ports du Morbihan et peut-être de la Méditerranée, rêvent de profiter de cette manne touristique. Trebeurden et Saint-Quay-Portrieux se mettent à hisser des drapeaux.

La seconde station balnéaire voit particulièrement grand : elle veut se doter du seul port en eau profonde entre Brest et Cherbourg, abor-

dable par tous temps. C'est un défi à la nature sauvage du littoral nord de la Bretagne, qui subit des marées de treize mètres d'amplitude. « Pendant dix-huit à vingt mois, passait sur les quais un camion par minute », rappelle le maire de Saint-Quay-Portrieux, Robert Allenou (sans étiquette).

La station balnéaire, qui compte 3 300 habitants l'hiver, a aussi besoin d'un port de pêche - deux chalutiers ont fait naufrage lors de la campagne à la coquille Saint-Jacques de 1977, faute d'avoir pu se mettre à l'abri. Moyennant un financement public d'une centaine de millions de francs, la pêche sera partie intégrante du projet. L'invest-

tissement privé s'élève, lui, à 175 millions pour la partie plaisance. Sept ans après l'inauguration, en juillet 1990, le port mixte offre un paysage à l'image de son bilan : mitigé. Fin août, le bassin n'était pas loin de faire le plein. Mais la majorité des bateaux n'est que de passage. 900 places ont été aménagées sur les 1 025 prévues ; 557 anneaux n'ont toujours pas trouvé preneurs. Derrière la criée et des ateliers récents de mareyeurs, l'esplanade à des allures de terrain vague, bordé de locaux commerciaux, moins nombreux que prévu et partiellement déserts. Non loin, se dresse l'esquisse d'un hôtel qui

n'a guère dépassé le stade des fondations. Son avenir est incertain : son permis de construire fait l'objet d'un recours en Conseil d'Etat. Principal constructeur et moteur de l'opération de Saint-Quay-Portrieux, le groupe nippo Jean Spada s'approprie à se débarrasser de cet encombrant dossier, n'en conservant que l'immobilier commercial. Pour 35 millions de francs, la municipalité (à hauteur de 45 %) et le conseil général doivent entrer en possession de l'équipement au 1^{er} janvier 1998. Le district a décliné l'invitation.

Du côté des opposants au projet, Yannick Geffray, président local du Groupement pour l'étude et la protection de la nature en baie de Saint-Brieuc, triomphe. « Tout ce que nous avions annoncé s'est réalisé », lance celui qui se bat contre ce projet « mégalomane », « monstrueux », depuis l'enquête publique de 1986. « Le site n'est même pas protégé contre les tempêtes venues de sud-est. Il faudra effectuer des dragages. Le terre-plein s'affaisse... », énumère M. Geffray. Mais, depuis le début, ses critiques dénoncent moins les atteintes à l'environnement qu'un futur « fiasco économique », appelé à se solder par un irréversible recours aux contribuables.

« La Bretagne n'est pas le Midi. Ici, on ne conçoit pas que le domaine maritime puisse être privé », résume Yvon Batard, directeur de la Société du nouveau port, qui dépend de Spada. Il est, par ailleurs, maire de la commune voisine de Binic. Habitué aux machines de la Côte d'Azur, Spada s'est fait pour spécialiser la

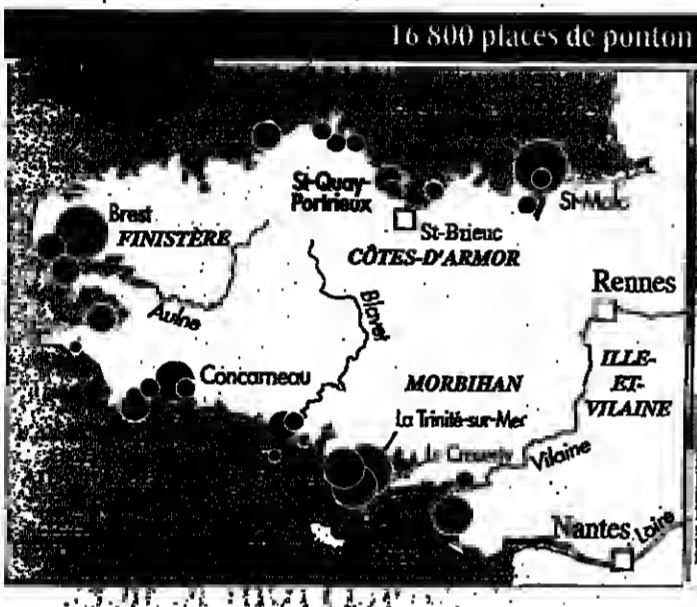
vente rapide de places de pontons, avant de passer à un nouveau chantier. A Saint-Quay, il a fallu se rabattre sur la location de longue durée. Les tarifs restent largement au-dessus de la moyenne régionale. Les batailles des écologistes ont, en outre, retardé une réalisation que la récession économique a cueilli à froid.

« DÉMOCRATISER » LA VOILE Les collectivités locales, faute de repreneurs, héritent donc de cette affaire. Le futur syndicat mixte est décidé à baisser les prix de 25 % et à revoir le mode de commercialisation des anneaux. L'arrivée, entre autres courses, de la Solitaire du Figaro au mois d'août, l'implantation d'un centre d'entraînement à la voile habitable à Saint-Quay, témoignent de la volonté de promouvoir la voile sur ces côtes et même de la « démocratisation » selon Claudy Lebreton (PS), qui vient de succé-

der à un autre socialiste, Charles Josselin, à la tête du conseil général. Il annonce malgré tout son intention d'atteindre la rentabilité de l'équipement. A terme, mais, évoquant les progrès de la culture écologique, il prévient qu'il ne serait « pas favorable à un autre port en eau profonde dans les Côtes d'Armor aujourd'hui ».

Maire depuis février, Robert Allenou justifie le choix de ses prédécesseurs. « Saint-Quay vit entièrement tournée vers la mer, la commune ne compte plus une seule exploitation agricole depuis longtemps. » Mais « cet ouvrage est bâti pour des générations et les banques demandent des remboursements en quinze ans, soupirer-t-il. La population ne comprend pas toujours qu'il faille du temps. » En attendant, la ville va devoir animer ce port aux abords mal finis.

Martine Valo



REPARTITION ET CAPACITE D'ACCUEIL DES PORTS DE PLAISANCE BRETONS EQUIPES (Quais et pontons)			
	NB PORTS EQUIPES	NB PLACES PONTONS	% REGION
BRETAGNE	40	16 800	100
BRETAGNE NORD	10	4 000	24
BRETAGNE CENTRALE	15	6 000	35
BRETAGNE SUD	15	6 800	41

Source : Conseil régional de Bretagne

Le Morbihan en figure de proue

RENNES
de notre correspondante régionale

La Bretagne compte une quarantaine de ports de plaisance, offrant 21 000 postes d'amarrage sur ponton ou à quai et 4 000 mouillages sur bouées. Le maillage du littoral est tel qu'à condition de tenir compte des marées, un bateau trouve « presque toujours » un abri tous les 40 kilomètres, selon un document récent du conseil régional. Conclusion de ce dernier : « L'équipement portuaire est actuellement globalement suffisant. Sachant que cinq personnes dépensent, en moyenne, 600 francs par nuit d'escale, la question de la capacité mérite d'être posée. Or une enquête de l'Association des ports de plaisance bretons (APPB) assure que 21 de ses 27 adhérents sont saturés à l'année. Quant aux mouillages dans les îles, de Bréhat à Hoëdic, ils s'avèrent « saturés l'été ».

Mais ce n'est pas parce qu'un site est complet que les plaisanciers vont s'installer dans le port voisin. Une place permanente de ponton va souvent de pair avec une résidence secondaire toute proche. Les charmes de la voile familiale à

l'abri de la presqu'île de Quiberon ne sont pas ceux, naturellement plus sportifs, de la Bretagne nord.

Face à une situation contrastée, le conseil régional a choisi de concentrer ses aides sur l'accueil et l'environnement des ports bretons, en s'appuyant sur la charte de qualité élaborée par l'APPB. Rien de comparable avec le plan d'aménagement touristique décidé et financé par le conseil général du Morbihan dans les années 60. Grâce à lui, le département a pris une longueur d'avance, avec la Trinité-sur-Mer et le Croisic en figure de proue. Ainsi en avait décidé le toujours puissant président de cette assemblée, Raymond Marcellin (UDF).

SIX CENTS EMPLOIS « Le développement du secteur nautique a créé six cents emplois dans le département », rapporte Hubert Guillotin, directeur de la Société anonyme de gestion du Morbihan (Sagomor), une émanation du conseil général. La fréquentation progresse chaque année, mais les premiers temps furent difficiles. Il a fallu s'adapter à la

demande des clients, créer un « passeport » donnant accès à l'ensemble des sites, abandonner la concession de trente-cinq ans, qui se pratique sur la Côte d'Azur et que Saint-Quay-Portrieux a tenté d'appliquer. « Compte tenu de l'importance des investissements, je ne suis pas sûr que des opérations privées aient beaucoup de chances », estime M. Guillotin, fier d'annoncer que « la Sagomor est en train de rembourser le conseil général ».

« Un quatrième port vers le Croisic serait bien venu », se plaît à évoquer le directeur de la Sagomor, sans conviction. Les temps ont changé ; difficultés techniques et fibre écologiste freinent les ambitions. Malgré le succès, il est plus question d'extension que de création. Par exemple, le Croisic, qui accueille 13 000 inscrits sur ses listes d'attente, devrait offrir d'ici trois ans 350 places supplémentaires. L'enquête publique est en cours. Il n'est d'ailleurs pas sûr qu'il serait aisé aujourd'hui de bâtir un nouveau port au profil de banale marina.

M. V.

La cotisation des collectivités locales à la CNRACL n'augmentera pas en 1998

LIONEL JOSPIN a annoncé, mercredi 10 septembre, lors des journées parlementaires du PS, que le taux de la cotisation employeur à la Caisse nationale de retraite des collectivités locales (CNRACL) n'augmentera pas en 1998. Le gouvernement fait ainsi un geste en direction des élus locaux : en contrepartie du soutien des élus au plan emploi-jeunes, l'Association des maires de France (AMF) exige que le gouvernement s'engage à ne pas augmenter les charges financières des collectivités pendant cinq ans (Le Monde du 4 septembre). La CNRACL pèse lourd dans les budgets locaux. L'Association des maires de France (AMF) vient de calculer qu'un point d'augmentation de la cotisation employeur coûterait « près de 180 millions de francs aux contribuables des grandes villes », soit « l'équivalent de 7 600 emplois-jeunes ».

Depuis quelques années, la CNRACL est un objet régulier de polémique entre l'Etat et les élus locaux. Longtemps favorisée par la structure démographique de la fonction publique territoriale, cette caisse a été largement mise à contribution, par le biais de la compensation, puis de la « sur-compensation » pour aider à combler les déficits d'autres régimes d'assurance-vieillesse. Dans les derniers jours de 1994, un décret surprise du gouvernement Balladur, qui augmentait de 3,8 % la cotisation employeur, avait semé un vent de révolte et durablement détérioré les relations entre les élus locaux et l'Etat. En 1997, la situation de la trésorerie de la CNRACL aurait justifié une nouvelle augmentation. Pour pacifier les rapports avec les élus, le gouvernement juppé l'avait évincé en puisant dans les réserves d'un « sous-compte » excédentaire de la Caisse. Mais une telle opération ne peut pas être renouvelée. En soulignant que la CNRACL « connaît un déséquilibre financier réel et des difficultés de trésorerie importantes », le premier ministre a précisé : « Nous devons travailler, ensemble, à sa consolidation. »

CULTURE

2 soirées d'ouverture
16 & 17 septembre :
Théâtre de la Croix Rousse
PRESENTATION DE
SAISON 97/98
18 h 30 (entrée libre)
APOLOGETIQUE
Mise en scène Olivier Py
21 h 00
Place Jeanne d'Arc - 69004 Lyon
Rens. : 04.78.29.03.49

EN

RÉGIONS

Renseignements
04.78.29.03.49

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL : 01.46.40.26.13 - FAX : 01.46.40.70.66

LA VILLE DE PARIS vend LIBRES
en la Chambre des Notaires de PARIS, 12, avenue Victoria
le MARDI 23 SEPTEMBRE 1997 à 17 heures
à PARIS (16ème)
entre le bd Suchet et le champ de Courses d'Auteuil
1 APPARTEMENT de 5 pièces (112 m²)
8 APPARTEMENTS de 2 pièces (de 56 à 58 m²)
1 STUDIO (40 m²) - 2 CHAMBRES (11 m² chacune)
Visites et renseignements sur place au 47, av. du Mal Lyautey, au 4ème étage, les 13, 15, 18, 20 et 22 septembre 97 de 10h à 13h
Maire BELLARGENT, Notaire associé à PARIS (75001)
14, rue des Pyramides - Tél. : 01.44.77.37.71
Maire BOURGES, Notaire associé à PARIS (75008)
77, boulevard Malesherbes - Tél. : 01.44.90.14.14

75 Vente au Palais de Justice de PARIS.
le Jeudi 25 Septembre 1997 à 14h30 - EN UN SEUL LOT
STUDIO à PARIS (16ème)
26, avenue Georges Mandel
au 5ème niveau, cage 1, comprenant : hall, séjour, cuisine, salle de bains, wc, placard. GRENIER au 7ème niveau - CAVE
MISE A PRIX : 500.000 Frs
S'adresser à M^{re} Philippe BIARD, Avocat au Barreau de PARIS,
92, rue de Miromesnil (75008) PARIS - Tél. : 01.45.62.17.67
Sur les lieux pour visiter le Mardi 23 Septembre 1997 de 14 h à 15 h

78 Ve sur saisie imm. au Pal. de Just. de VERSAILLES, 3, pl. A. Miquet
le MERCREDI 24 SEPTEMBRE 1997 à 9 h - EN UN SEUL LOT
UNE MAISON à MEZUY (Yvelines)
compr. : Un principal corps de bâtiment d'une surface de 1.000 m²
utilité env., élevé sur sous-sol d'un Rdc et d'un étage partiel
Terrasses - Jardin - Parc - Piscine intérieure (inscrite à l'inventaire
supplémentaire des monuments historiques) Partiellement occupée par un
gardiennage sans droit ni titre - A l'entrée, maison de gardien élevée sur
sous-sol d'un rez-de-chaussée et d'un étage en cours de construction
Cadastré section ZD n° 488 et autres pour 30.422 m²
Ainsi que diverses parcelles de terre (Ancienne propriété POPESCO)
MISE A PRIX : 3.000.000 de Frs
S'adr. : Cabinet SCP Xavier SALONE - Nicole RIBEYRE-NUZUM,
Avocats, 19, rue Sainte-Sophie, 78000 VERSAILLES. T. : 01.39.58.01.69
Pr les visites : M^{re} ABRAMI, Huissier de Just. à VERSAILLES (78). T. : 01.30.84.06.11

92 Vente au Palais de Justice de NANTERRE,
le JEUDI 25 SEPTEMBRE 1997 à 14h
APPARTEMENT à ANTONY (92)
15-17, avenue Aristide Briand
au 1^{er} étage dans le bâtiment A, escalier A, porte à gauche, composé de :
entrée, séjour, 2 chambres, cuisine, salle de bains - CAVE
MISE A PRIX : 100.000 Frs
S'adr. à M^{re} Florence CAILLY, Avocat au Barreau des Hauts-de-Seine,
5, rue des Marguerites (92500) RUEIL-MALMAISON. T. : 01.47.08.28.38
Sur les lieux pour visiter le JEUDI 25 SEPTEMBRE 1997 à 11 h

93 Vente au Tribunal de Grande Instance de PARIS
le jeudi 25 septembre 1997 à 14h30
BUREAUX au 14ème étage à PANTIN (93)
20 PARKINGS et 2 LOCAUX D'ARCHIVES
23 à 33, rue Auger et 14 à 30 et 34, rue Scandicci
MISE A PRIX : 2.500.000 Frs
S'adr. à M^{re} CHEVROT, Avocat, 8, rue Tronchet à PARIS (8ème).
T. : 01.47.42.31.15 - M^{re} FRECHOU, Liquidateur, 18, rue Séguier
à PARIS (6ème). T. : 01.46.33.54.17

HORIZONS

ENQUÊTE

Bizutage, les traditions ont une fin

JAMAIS plus de cinq heures de sommeil par nuit, dix minutes pour le repas de midi. Constantement, dans les oreilles, les cris des deuxièmes années. Des pompes à répétition. Tout le temps, longer le mur, encore les cris des deuxièmes années, toujours les pompes. Aucune possibilité de sortir, interdiction de téléphoner sans l'accord des grands. « Le plus dur, c'est la fatigue, physique et mentale », raconte Jérôme, qui a subi l'an passé à Cluny (Saône-et-Loire) le bizutage, ou plutôt l'« usinage », propre à l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers (Ensam). « Ce qui est difficile aussi, c'est l'absence d'intimité : vingt-quatre heures sur vingt-quatre, vous avez l'esprit occupé par ce que vous subissez », explique-t-il. Seul refuge alors, l'infirmerie plutôt que la chambre, car, grâce à l'administration, les deuxièmes années possèdent les clés des logements des nouveaux arrivants.

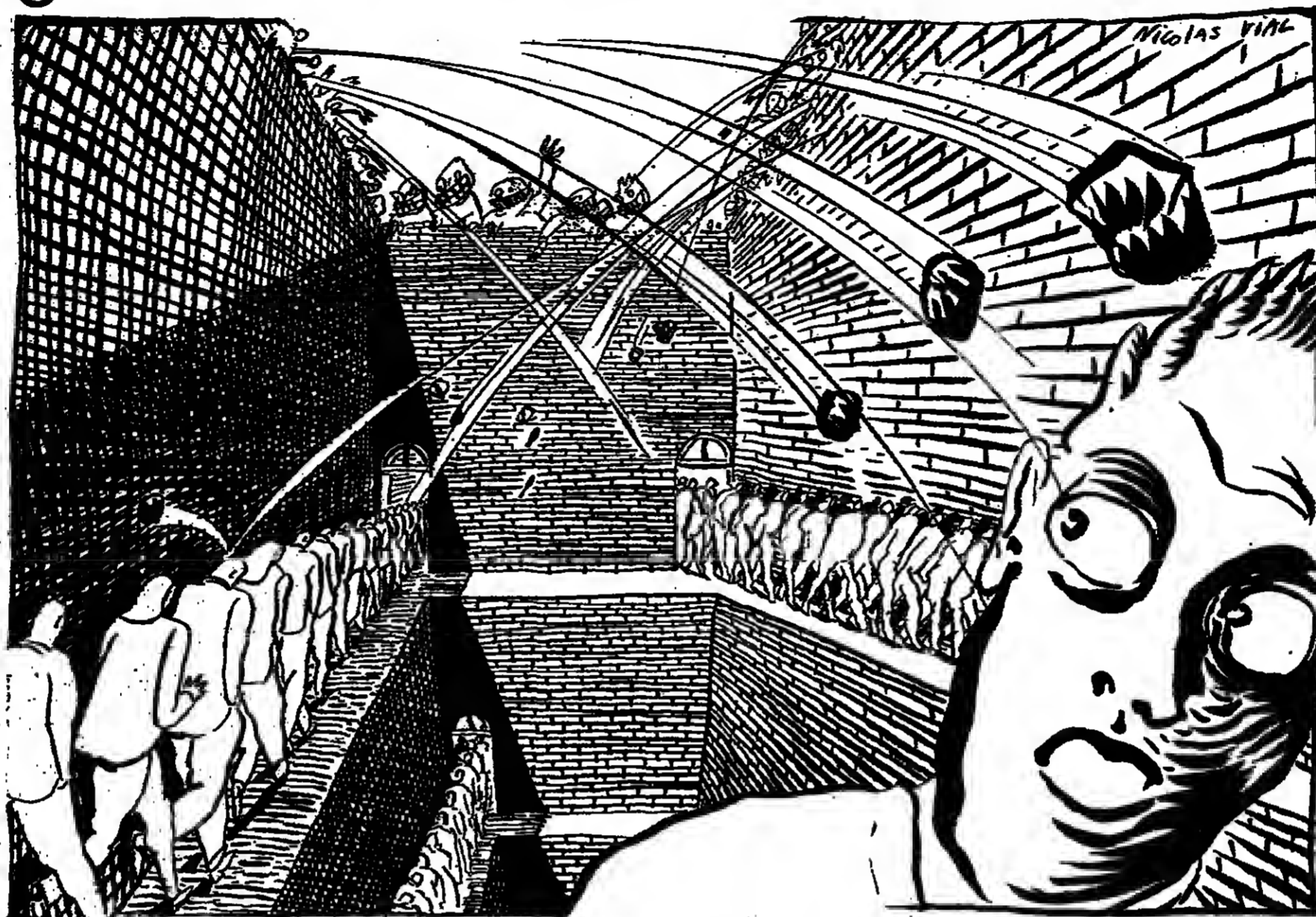
L'Ecole des arts et métiers de Cluny, qui occupe les murs de l'ancienne abbaye cistercienne, est réputée pour sa dureté, à l'égal de celle de Châlons-sur-Marne, située également dans un ancien monastère. Dans les deux villes, la quasi-totalité des élèves doivent s'inscrire à l'internat, qui ressemble vite à une prison.

Jérôme n'a pas supporté ces deux mois de conditionnement, censés, selon leurs zélés, créer un esprit de solidarité entre gadz'arts. « Un lavage de cerveau », pour Jérôme. L'historien Charles Day cite, dans son livre *Les Ecoles d'arts et métiers*, publié chez Belin en 1991, le carnet des traditions, sorte d'ouvrage sacré des gadz'arts. « Usiner, n'est-ce pas prendre un objet brut, le faire souffrir, enlever les copeaux, le rendre interchangeable avec d'autres ? » Toujours dans le carnet, cette citation d'un président de la toute-puissante Société des anciens élèves : « Le but des traditions est de créer une homogénéisation de comportement à l'arrivée et de limiter les écarts de caractères ».

Jérôme et un ami ont protesté contre ces attitudes à la liberté individuelle, et leurs parents ont multiplié les courriers à la direction. Résultat : des insultes, des menaces et, finalement, la mise hors promotion (HP). Ce qui signifie ne plus avoir accès à la bibliothèque, ni à la photocopieuse, ni à aucune association de l'école : tout est géré par le bureau des élèves, organisateur des brimades. Au bout de six mois, lassé d'avoir à s'expliquer continuellement devant ses camarades, Jérôme a préféré quitter Cluny pour un autre centre de l'Ensam. Ceux qui osent refuser de se faire bizuter sont considérés HU, c'est-à-dire hors usinage. Pendant longtemps, leur nom n'apparaissait pas dans l'annuaire des anciens. Aujourd'hui, la situation des HU et des HP de 3 % à 4 % de diplômés selon la direction, est en train de changer.

En décembre 1995, un rapport du Comité national d'évaluation (CNE) sur l'Ensam en dénonçait les manifestations « barbares », les « pratiques dégradantes et aliénantes ». « Les traditions nuisent au travail des élèves », soulignait encore le CNE, qui parlait des HU comme des « parias dans leur propre école ». Deux ans après la publication du rapport qui avait suscité quelque émoi dans la population gadz'arts, le directeur général de l'Ensam, Guy Gauthier, annonce d'importants changements dans l'accueil des étudiants. « Il y a d'autres moyens d'intégrer les nouveaux que ce genre de méthodes », explique-t-il.

Gadz'arts passé dans l'enseignement, il a été choqué, à son retour aux Arts, par la mauvaise ambiance qui y régnait. En novembre 1995, il avait déjà annoncé la fermeture pour une semaine des centres de Cluny pour non-respect des dates de clôture de l'usinage. Son objectif pour la rentrée du 22 septembre est de mettre fin à tout ce qui est vexatoire, obligatoire et pénible, tel que les réveillés intempestifs, les pompes à répétition ou les



Dénoncées pour leur caractère humiliant et parfois inhumain, les coutumes imposées aux bizuts ont la vie dure dans certaines grandes écoles. Les textes de loi qui seront soumis au Parlement devraient permettre aux chefs d'établissement de réprimer les excès

hurlements continus. « Je vais m'appuyer sur les mesures législatives annoncées par Ségolène Royal (Le Monde du 4 septembre) pour faire passer ces réformes auprès des anciens », prévient-il. Le pari n'est pas gagné d'avance. La Société des anciens élèves, qui regroupe vingt-six mille gadz'arts, se veut encore aujourd'hui le farouche défenseur des « valeurs » Arts et Métiers. Et le prestige de la société, qui regroupe chefs d'entreprise et ingénieurs, impressionne bon nombre d'élèves, bizutés une année et bizuteurs l'année suivante.

LES traditions sont pourtant mortelles. En 1995, le prestigieux lycée jésuite de Versailles, Sainte-Geneviève, abandonne officiellement un bizutage déjà dénoncé en 1963 par François Mauriac. « Le sadisme apparaît d'office dans ces sortes de plaisirs que se donne d'elle-même la jeunesse », écrit Mauriac dans son « Bloc-notes » du *Figaro littéraire*, faisant référence à des incidents survenus dans plusieurs établissements catholiques. 1995, c'est aussi l'année de sortie du livre-témoignage d'André Waczarg, ancien élève de Sainte-Geneviève : *Bizut, de l'humiliation dans les grandes écoles*, avec un avant-propos du Prix Nobel Pierre-Gilles de Gennes.

Jeune fille souriante, fière d'entrer en « maths sup » dans une des meilleures « prépas » de France, Aude passe ses premières semaines à ramper dans des ruisseaux rocaillieux, à recevoir sur la tête farine, œufs, huile de foin de morue, ket-chup, à manger de la nourriture pour chien. Plus sournois encore que ces humiliations répétées, l'endoctrinement psychologique. « Le bizutage, ce n'est rien d'autre qu'un grand bourrage de crâne », résume-t-elle maintenant. A l'époque, elle ment à sa mère qui s'inquiète, le

premier week-end, de la voir rentrer avec cinq kilos de moins. Pas question d'avouer une faiblesse. Volonté aussi de ne pas s'échapper du groupe. Ce n'est qu'au bout de quelques semaines qu'elle ose s'avouer à elle-même qu'elle a craqué, que ce qu'elle a subi est inhumain. L'année suivante, revenue à Paris pour suivre ses études au lycée Henri-IV, elle fait quelques allers-retours à Versailles pour se rendre compte, de l'extérieur, des cérémonies qu'elle avait subies. Elle alerte alors les médias avant d'écrire son livre. A l'époque, la direction de l'institution catholique dénonce l'ouvrage comme mensonger. La même année, le bizutage est interdit à Sainte-Geneviève.

Comme Sainte-Geneviève, d'autres établissements mettent fin officiellement à ces coutumes. Il y a une trentaine d'années déjà, les brimades avaient été supprimées à Polytechnique. A l'Ecole vétérinaire de Maisons-Alfort, il faut attendre le début des années 90. Même les classes préparatoires abandonnent petit à petit ces traditions copiées sur celles des grandes écoles. Jean-Jacques Romero, secrétaire général du Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN-FEN), note qu'il y a, depuis cinq ans, « des progrès, insuffisants certes, grâce à une meilleure attention portée par les proviseurs ».

Beaucoup d'écoles ont choisi d'abandonner ces formes modernes de noviciat, en raison du battage médiatique qu'elles suscitaient et qui ne redonnait pas leur blason. Désormais, elles devront aussi faire attention à l'autorité étatique. A l'initiative de la ministre déléguée à l'enseignement scolaire, Ségolène Royal, la législation anti-bizutage se renforce. Présenté en conseil des ministres, le 3 septembre, le projet de loi sur la

lutte contre la délinquance sexuelle pénalise, dans son article 10 du titre II, « le fait, pour un élève ou un étudiant, d'imposer à un autre élève ou étudiant, en exerçant des contraintes ou des pressions de toute nature, des actes, des attitudes ou des comportements contraires à la dignité de la personne humaine, lors de manifestation ou de réunion en milieu scolaire ou éducatif ». Les peines encourues sont de six mois d'emprisonnement et de 50 000 francs d'amende.

Le vote de la loi devrait intervenir en octobre. Ségolène Royal entend interdire dès cette rentrée les bizutages humiliants, qu'elle assimile à « un phénomène sectaire ». Elle va envoyer cette semaine des

« Le but des traditions est de créer une homogénéisation de comportement à l'arrivée et de limiter les écarts de caractères », affirme un président de la Société des anciens gadz'arts

instructions aux chefs d'établissement pour faire respecter les règlements intérieurs, souvent très stricts, ainsi que les circulaires et lois déjà existantes qui répriment les violences, les menaces et les dégradations. Si des débordements sont constatés, Ségolène Royal est prête à envoyer dans les écoles des inspecteurs généraux, quitte à attaquer, administrativement et pénalement, les élèves coupables et les établissements suspects de complicité. « On sera sans faiblesse, prévient-elle. Je crois que, tant qu'il n'y aura pas d'élève sanctionné au condamné, rien ne changera. » « Tout ce qui est contrainte physique ou mentale doit être éradiqué », conclut-elle.

La ministre déléguée a présenté ses mesures mardi 9 septembre, lors d'une table ronde avec le Comité national contre le bizutage (CNCB). Ce regroupement n'existe que depuis l'été 1997, à l'initiative d'un professeur de philosophie du Limousin, Alexandre Andujar, qui a réussi le tour de force de rassembler des associations souvent antagonistes. Parmi les dix-sept organisations, on retrouve les frères ennemis du syndicalisme enseignant, le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES-FSU) et le Syndicat des enseignants (SE-FEN), associés pour l'occasion au très droitier Syndicat national des lycées et collèges (Snalc). Egalement membres du CNCB, l'Association de défense des usagers de l'administration (ADUA) de Jean-Claude Delarue, qui dénonce les abus en tout genre depuis des décennies, la Ligue des droits de l'homme, le Syndicat de la magistrature, ainsi que les associations de parents d'élèves, FCPE et FEER. Le comité, par la voix de son coordonnateur, Alexandre Andujar, se félicite de l'action de Ségolène Royal : « Il est bon de rappeler que, même sans prétexte de traditions, on n'a pas à enfreindre la loi. »

quelle que soit la forme qu'ils prennent, même s'ils prétendent assurer le respect d'une tradition ».

Tous les bizutages, toujours pratiqués au nom d'un folklore plus ou moins authentique, ont pas l'historicité de l'« usinage » des Arts et Métiers ou des cérémonies avilissantes de Sainte-Geneviève. Ainsi sont apparus dans les facultés de médecine, depuis une dizaine d'années, des comportements jusqu'alors inconnus. Le docteur Christiane Lobryeau-Denis les a découverts il y a deux ans seulement, quand sa fille, étudiante en première année à la faculté de Créteil, en a été victime.

Nelle ni son mari, également médecin et ancien étudiant de Créteil, n'avaient connu les brimades qu'a subies leur fille. Interdiction d'aller aux toilettes, d'user de la cafétéria ou du parking, port obligatoire d'une charlotte rose autour du cou, visionnage forcé de films pornographiques en lieu et place des cours. Christiane Lobryeau-Denis, orthophoniste à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, tient à différencier ces comportements de ce qui se passe entre internes. « Il ne faut pas confondre ça avec les "tonus" des salles de garde, qui ne sont ni obligatoires ni assimilables à des brimades, et qui ne sont pas nées plus des parties collectives de jambes en l'air », explique-t-elle.

La situation dans les facultés de médecine varie d'une ville à l'autre. A Reims, c'est au tour des deuxièmes années de subir les assauts de leurs aînés, étudiants de troisième ou quatrième année. « Ce sont mes meilleurs souvenirs d'étudiant », raconte aujourd'hui Hervé, vingt-cinq ans, ancien bizuté et ancien bizuteur. « C'était la fête pendant quinze jours. La fête ? Passer la nuit attaché à un échafaudage, se faire plâtrer sur une chaise, sans oublier les strip-teases plus ou moins forcés. » « Ceux qui ne voulaient pas rester pouvaient sortir, on n'obligeait personne », tient à préciser Hervé, qui n'hésitait pas à se promener complètement nu pendant ces périodes. « Je ne le refais plus », avoue-t-il maintenant. Assagi, il pense plus à réussir le concours de l'internat qu'à s'en prendre aux bizuts.

Vincent Hubé
Dessin : Nicolas Vial

السبيل الى النجاح

L'alliance France Télécom-Deutsche Telekom pourrait être renforcée avant la fin de l'année

Les partenaires vont discuter d'un échange de participations

Michel Bon, président de l'opérateur français, a annoncé un résultat net en hausse, à cinq semaines de sa mise en Bourse. Il va engager

avec son partenaire allemand des négociations visant à établir des liens financiers entre eux ainsi qu'à renforcer leur alliance commerciale.

Les syndicats hostiles à l'ouverture du capital de France Télécom pourraient appeler à une journée d'action le 16 septembre.

MERcredi 10 SEPTEMBRE, à l'occasion de la présentation des résultats du premier semestre 1997 de France Télécom, Michel Bon, son président, s'est félicité de la décision du gouvernement, annoncée lundi, de privatiser partiellement l'exploitant téléphonique, en vendant notamment 20 % de ses actions en Bourse.

Soulignant le « large consensus de la droite à la gauche » que représente cette décision, M. Bon considère que, si l'opération a pris un peu de retard - le précédent gouvernement avait prévu une mise en Bourse en juin - il n'a pas perdu au change. « Le paysage est clarifié et enrichi ».

M. Bon apprécie que le gouvernement « affirme plus nettement qu'auparavant son intention de

piloter l'ouverture à la concurrence », afin que celle-ci « crée de la richesse plutôt qu'elle n'en détruise ». L'ensemble des services téléphoniques, dans l'Union européenne, seront ouverts à la concurrence à partir du 1^{er} janvier 1998.

M. Bon apprécie tout autant le fait que la vente d'actions, qui interviendra entre le 7 et le 14 octobre pour une première cotation en Bourse le 20 octobre, se double d'une augmentation de capital: le désengagement partiel de l'Etat bénéficiera donc aussi aux finances de l'entreprise.

Selon les analystes, qui ont révisé à la baisse leur évaluation de France Télécom (170 milliards de francs en moyenne, contre 180 milliards en mai), l'action devrait être vendue environ 150 francs. Le gouvernement a, lui, indiqué que l'action coûtera 5 francs de moins pour les particuliers que pour les institutionnels.

L'augmentation de capital dont bénéficiera France Télécom devrait intervenir « au second semestre 1998 », explique M. Bon, précisant qu'elle servira, pour « tout ou partie », au financement de l'acquisition d'une participation au capital de Deutsche Telekom, le partenaire de France Télécom depuis plusieurs années. Cette opération, qui est l'un des éléments avancés pour justifier l'ouverture du capital, est cependant loin d'être acquise. « Nous allons engager les discussions », indique M. Bon, qui table sur « un accord d'ici la fin 1997 ».

Il n'est pas dit que les prises de participations croisées entre France Télécom et Deutsche Telekom se chiffrent à 7,5 %, comme l'a avancé le gouvernement. « On verra ce que donnent les discussions », relève M. Bon, qui affirme vouloir « arriver à un chiffre voisin ». Les relations entre les deux groupes ont suscité beaucoup d'interrogations ces derniers temps. Les deux opérateurs sont à plusieurs reprises apparus en opposition sur des opérations stratégiques à l'international.

Le gouvernement a lui-même repris à son compte les remarques contenues dans le rapport que lui a remis, la semaine dernière,

Michel Delebarre: le maire PS de Dunkerque y affirmait la nécessité d'un resserrement des liens franco-allemands et d'une clarification de la stratégie à l'international.

M. Bon s'affirme soucieux de « bâtir sur cette alliance [avec Deutsche Telekom] le gros du développement de France Télécom ». Il considère qu'elle doit aller au-delà d'une prise de participations croisées. « Il faut un accord de coopération plus large. Nous allons évaluer comment mieux développer nos chiffres d'affaires respectifs, mieux maîtriser nos coûts ».

RÉFÉRENDUM

Interpellé également, tant par M. Delebarre que par le gouvernement, sur la nécessité pour France Télécom d'être exemplaire non seulement au plan de la compétitivité mais aussi au plan social, M. Bon admet que le climat interne n'est pas aussi bon qu'il pourrait l'être. Il le justifie par les réorganisations survenues au cours des dix-huit derniers mois. Notamment le fait que

« 22 000 agents ont changé d'emploi au de métier ».

S'il affirme vouloir « s'employer de ce que France Télécom bénéficie d'un bon climat social », M. Bon se montre très critique sur le référendum lancé par SUD. Le deuxième syndicat du groupe, opposé à la privatisation partielle, demande, depuis le mardi 9 septembre, aux salariés s'ils approuvent ou non l'ouverture du capital.

Pour le président de France Télécom, cette initiative n'est ni « légitime » ni « crédible ». « Le gouvernement, à travers la mission de M. Delebarre, a consulté pendant l'été », relève M. Bon, qui déplore un « vote organisé et contrôlé par une seule organisation ».

Au-delà de ce référendum, auquel, selon SUD, participent fortement les salariés, la CGT, premier syndicat chez France Télécom, a indiqué, mercredi 10 septembre, que les syndicats pourraient appeler à une journée d'action unitaire, avec arrêts de travail, le 16 septembre.

Philippe Le Cœur

Le développement des mobiles pèse sur les bénéfices

France Télécom a clos le premier semestre 1997 sur un chiffre d'affaires consolidé de 76,8 milliards de francs, en hausse de 2,3 % sur la même période de 1996. L'activité de téléphonie fixe est en recul de 2,5 %, à 50,5 milliards. Les baisses de tarifs de mars n'ont pas été compensées par la hausse des abonnements au du trafic. Ce dernier a pourtant progressé de 5,8 %. La croissance des ventes a été tirée par la téléphonie mobile: +45,9 % à 7,2 milliards. Cette hausse, qui s'est accompagnée d'un effort d'équipement du réseau en France, a eu pour revers d'abaisser de 11 % le bénéfice d'exploitation, à 16,6 milliards. Mais, grâce à une plus-value de 1,1 milliard sur la vente des 7,25 % détenus dans Cofira, holding qui contrôle l'opérateur SFR, le bénéfice net consolidé atteint 8,9 milliards, contre 6,3 milliards au premier semestre 1996. France Télécom, qui a réduit de 4,7 % à 11,6 milliards ses investissements au premier semestre, table pour l'année 1997, sur un résultat net de 14,5 milliards.

De nouvelles faillites touchent l'industrie sud-coréenne

TOKYO

L'avenir du groupe Jinro, 19^e chaebol coréen, semble compromis après que six de ses principales filiales, dont Jinro LTD, principal producteur de boissons alcoolisées coréennes, ont été placées, mardi 9 septembre, sous la protection des tribunaux. Ces six filiales n'ont pu honorer quelques 44 milliards de wons de dettes (300 millions de francs). Or, la loi coréenne oblige une société à se déclarer en faillite deux jours après la cessation de paiement. La direction du groupe souhaite conserver la gestion de ses filiales et obtenir un gel de ses dettes sur deux ans afin de restructurer le chaebol. La décision des juges est attendue dans dix jours.

Les difficultés du groupe Jinro sont apparues au grand jour au printemps. Deux de ses filiales avaient dû être placées en redressement judiciaire. Les principaux créanciers du groupe lui avaient alors accordé des crédits-relais et un délai de plusieurs mois pour mener à bien sa restructuration. Jinro avait été le premier chaebol à bénéficier du pacte de soutien « anti-banqueroute » mis en œuvre par les grandes banques, après la faillite des chaebol Sammi Steel et Hanbo Steel.

Les déboires de Jinro s'expliquent par une expansion inconsidérée dans la construction et la distribution. La dette du groupe avait atteint 3 200 milliards de wons en avril (22,5 milliards de francs). Le service de la dette représentait à lui seul 20 % de son chiffre d'affaires, estimé à 1 500 milliards de wons en 1996. A la suite du pacte anti-faillite,

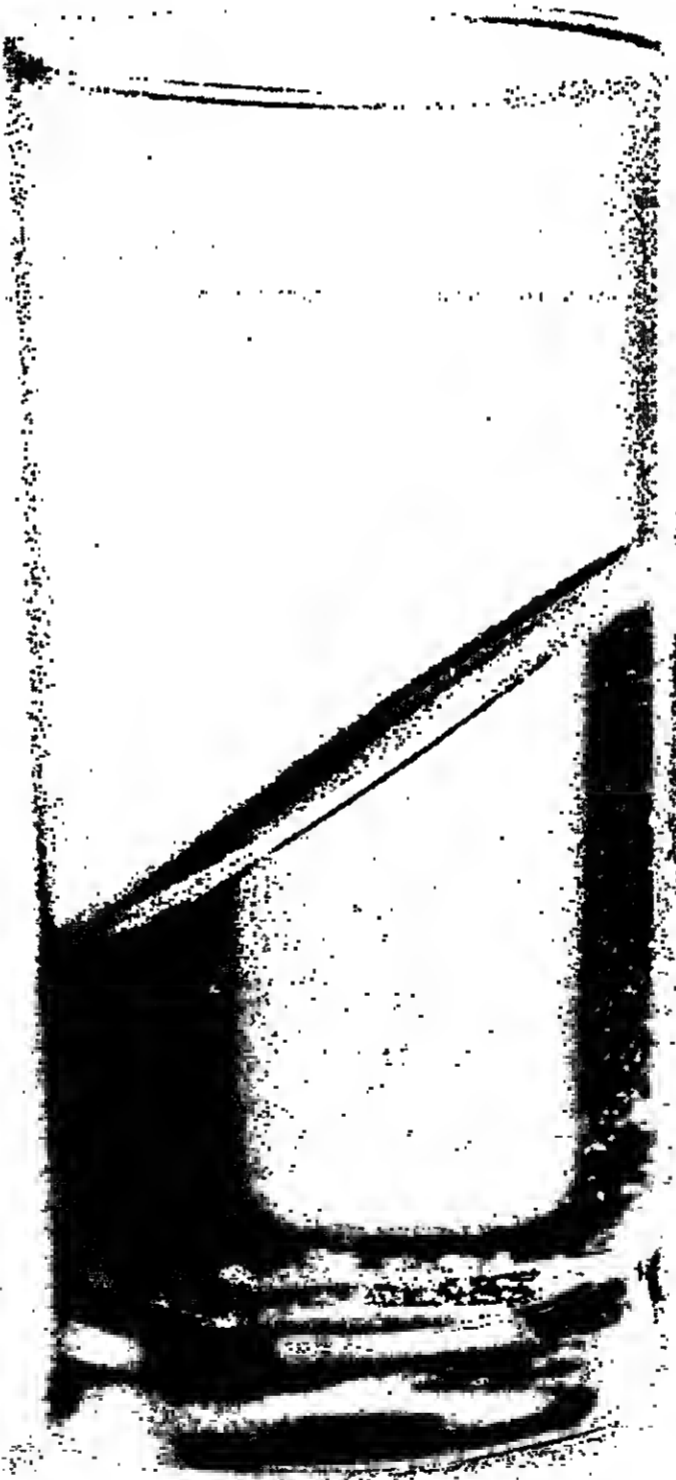
Jinro avait annoncé un plan de restructuration comportant la liquidation d'actifs immobiliers et d'une partie de ses vingt-deux filiales. Ces cessions devaient lui rapporter 1 200 milliards de wons, et lui permettre de réduire son ratio fonds propre sur endettement de 2 000 à 500 %. Mais le groupe n'aurait réussi à obtenir que 200 milliards de wons.

« Les chaebol qui cherchent à vendre sont plus nombreux que ceux qui veulent acheter, alors le marché est saturé », estime-t-on à la Banque commerciale de Corée, un des principaux créanciers du groupe. Jinro n'est pas le seul chaebol dont le surendettement s'accompagne mal du ralentissement de la croissance, tombée à 6 % cette année. Après Sammi Steel et Hanbo Steel, Daewoo a aussi été touché. Ce groupe de distribution, qui avait pourtant bénéficié du pacte anti-faillite, n'a pu être sauvé et sera démantelé. A la fin du mois, ce sera au tour de Kia, troisième bénéficiaire du pacte de soutien, de passer sur le gril, puisque le délai de grâce accordé par les créanciers au chaebol de l'automobile arrive à expiration.

Simple mécanisme correcteur ou réajustement plus profond de l'économie coréenne? La faillite de Jinro a ravivé les craintes d'une crise financière. A court terme, les analystes craignent même qu'une pénurie de liquidités n'affecte les marchés financiers locaux, en particulier après la rentrée des congés Chosok (15-17 septembre), une période où la demande en liquidités est traditionnellement forte.

Brice Pedroletti

Des sièges inclinés à 48°.



Nous savons désormais comment vous amener à destination frais et dispos. Et ce n'est pas en vous envoyant un verre d'eau fraîche dans la figure. Sur nos long courriers MD-11, nous installons de nouveaux fauteuils en Business Class. qui s'inclinent à 48°... au lieu de 27°. Et de peur que le passager de derrière ait les genoux quelque peu écrasés, nous élargissons l'espace entre les sièges à plus d'un mètre. Ce qui vous permet de vous reposer en position presque horizontale. Alors laissez-vous aller... et pensez juste à tenir votre verre bien droit! Informations et réservations: 0802 300 400 (0.99 F/min.). 3615 ou 3616 Swissair (1.29 F/min.). <http://www.swissair.com>

swissair

world's most refreshing airline.

La compagnie aérienne la plus rafraîchissante au monde.

La Bulgarie rejoint la Roumanie et la Norvège pour le voyage en France

La zone Europe compte maintenant quatre qualifiés pour la Coupe du Monde

Mercrèdi 10 septembre, dans le stade Vassil-Levski de Sofia, 45 000 spectateurs survoltés ont fêté comme il se doit la victoire (1-0) des

coéquipiers de Trifon Ivanov, capitaine à la triste figure et auteur du but, sur la Russie. Une victoire qui, au-delà des symboles et des re-

vanches, permet à la Bulgarie de se qualifier une nouvelle fois pour une grande compétition internationale.

LES « VIEUX » sont toujours fidèles au rendez-vous. Et les « vieux » tennéraires de la sélection bulgare aiment encore faire la fête. Mercredi 10 septembre, dans le stade Vassil-Levski de Sofia, 45 000 spectateurs survoltés ont fêté comme il se doit la victoire (1-0) des coéquipiers de Trifon Ivanov, capitaine à la triste figure et auteur du but, sur la Russie.

Une victoire qui, au-delà des symboles et des revanches, permet à la Bulgarie de se qualifier une nouvelle fois pour une grande compétition internationale. Une qualification obtenue grâce au talent d'une génération exceptionnelle qui, l'âge aidant, s'apprête à passer la main, et vivra dans quelques mois sur les terrains français la fin d'une belle aventure.

Des joueurs comme Hristo Stoichkov, trente et un ans, Jordan Letchkov, trente ans, Emil Kostadinov, trente ans, et Krassimir Balakov, trente et un ans, présents mercredi 10 septembre sur la pelouse de Sofia, comptent à eux cinq la bagatelle de 301 sélections. Ces cinq « rescapés » de l'historique France-Bulgarie de novembre 1993 ont, en compagnie d'un système grognard, Lubo Penev, âgé lui de trente et un ans, tout connu : une belle World Cup américaine en 1994, à l'issue de laquelle ils terminèrent quatrièmes, puis un Euro 96 décevant, en Angleterre, où la sélection nationale, entraînée à l'époque par Dimitar Penev, fut incapable d'atteindre les quarts de finale après un match nul face à l'Espagne (1-1), une victoire devant les Roumains (1-0) et une défaite contre la France (1-3).

A l'issue de cet Euro 96 raté, beaucoup d'observateurs prédisaient un avenir sombre à une sélection ju-

gée vieillissante et blasée. Comme pour appuyer ces pronostics pessimistes, une série de règlements de comptes frappèrent la sélection bulgare : la démission forcée de Dimitar Penev provoqua le boycott pur et simple de la sélection de la part de Hristo Stoichkov, vedette emblématique du football bulgare.

Pendant un an, l'attaquant du FC Barcelone refusa de porter le maillot de l'équipe nationale. Ce n'est que le 8 juin 1997 que la diva aux pieds de feu et au caractère enflammé accepta de revenir, à l'occasion d'un Bulgarie-Luxembourg (4-0) au cours duquel il inscrit un penalty. Les raisons de ce retour sont connues de tous. Il souhaite disputer le Mondial en France, qui sera son dernier grand rendez-vous international, mais également honorer un contrat important avec Puma, la marque d'équipements sportifs, qui stipule que Stoichkov doit jouer en sélection pour espérer pouvoir toucher le pactole.

Si la sélection bulgare est de retour aujourd'hui au plus haut niveau, elle le doit donc au talent de ses glorieux anciens, mais aussi à l'arrivée, il y a quatre mois, de Hristo Bonev à la tête de cette équipe. Considéré comme le meilleur joueur bulgare de tous les temps, l'homme aux 96 sélections et aux 47 buts en équipe nationale a imposé un nouveau règlement interne draconien aux internationaux. Finis les caprices, les retards, les sollicitations diverses pendant les stages. Avec de fortes têtes comme Lubo Penev, Jordan Letchkov ou Hristo Stoichkov, la tâche semblait ardue.

« UNE TRÈS GRANDE VICTOIRE »

Mais le nouveau patron de la sélection a tenu bon. Il a fait de Trifon Ivanov et de Krassimir Balakov, l'attaquant de Stuttgart, ses deux interlocuteurs privilégiés. Respecté, écouté, Hristo Bonev voit aujourd'hui sa position renforcée au

sein d'un football bulgare souvent en proie à des situations tragiques. Devant les 45 000 spectateurs en délire et sous les yeux de Peter Stojanov, président de la République, présent dans les tribunes du stade Vassil-Levski, Hristo Bonev a savouré avec modestie cette qualification : « C'est une très grande victoire pour tout le pays. Ce soir, les hommes sont restés des hommes... » Autrement dit, fier de ses vieux grognards, Bonev peut désormais envisager l'aventure française avec un optimisme certain.

« Cette Coupe du monde constitue le dernier grand rendez-vous pour les joueurs de notre génération. Rien de mieux qu'une phase finale de Coupe du monde pour terminer en beauté... », déclarait Jordan Letchkov, aussi brillant avec l'équipe nationale qu'il a pu être décevant sous les maillots de Hambourg et de Marseille. Aujourd'hui, Letchkov joue en Turquie, au Besiktas Istanbul, club qui rencontrera le Paris-Saint-Germain en Ligue des champions.

La Bulgarie est donc le troisième pays européen à obtenir sa place en France à l'issue des matches de qualification. Avant elle, la Roumanie, au potentiel technique toujours aussi intéressant, puis la Norvège, au style de jeu « primaire » tout en puissance, avaient obtenu leur passeport pour le Mondial 1998. Une compétition qui rassemblera pour la première fois de l'histoire trente-deux équipes, mais dont sera absente la sélection suisse, écrasée mercredi 10 septembre à Oslo (5-0) et dont le parcours calamiteux dans son groupe de qualification (12 buts encaissés, 6 marqués en sept matches) fait peine à voir.

Alain Constant

Cet été, les judokas français n'ont pas oublié l'entraînement

Ils préparent le rendez-vous d'octobre à Paris

DEPUIS le début du mois de septembre l'équipe de France masculine de judo se retrouve dans son cadre habituel, celui de l'Institut du sport et de l'éducation physique (INSEP) du Bois de Vincennes pour un stage final de préparation aux prochains championnats du monde qui auront lieu à Paris du 9 au 12 octobre. Mais avant ce rassemblement les garçons et les filles avaient passé un été studieux.

La préparation des championnats est construite autour de plusieurs rassemblements, entrecoupés de périodes de récupération. Elle a débuté fin mai, 15 jours seulement après la fin des championnats d'Europe et... à vélo. « Je cherchais un moyen de lancer une préparation originale, explique Fabien Cannu, le directeur technique national du judo français. Notre crainte permanente est de tomber dans la routine et la monotonie. Il nous faut apporter du nouveau, sans pour autant nous écarter des méthodes qui ont fait leurs preuves ».

Les dix-huit membres de l'équipe de France masculine se sont donc retrouvés à Divonne-les-Bains d'où ils ont rallié, en six étapes et en pédalant ferme, la station de Serre-Chevalier, au pied de l'Alpe d'Huez. Ils ont retrouvé là 15 représentants de l'équipe de France féminine et leurs entraîneurs, partis quant à eux d'Amélie-les-Bains.

Après la préparation foncière et le travail en qualité produit en juillet, les rencontres d'août ont permis d'effectuer un travail en quantité.

Alain Constant

Gilles Van Kote

Le Stade de France se met au vert

Commencée lundi 8 septembre, le dernier grand « chantier » de l'écologie construite pour le Mondial 1998, l'opération « pose de la pelouse », s'achèvera d'ici une dizaine de jours. Quelque 9 600 pavés de gazon de près de 1 mètre carré et d'une épaisseur de 6 centimètres, en provenance de Bouvron-Marlotte (Seine-et-Marne) où la pelouse a été semée en juillet 1996, sont disposés par vingt personnes. Près de 1 000 mètres carrés sont ainsi posés quotidiennement à l'aide d'un robot manipulateur spécial. Les graminées retournent - du ray-grass anglais (résistant) et du pâturin des prés français (dense) - promettent une pelouse utilisable seize heures par semaine. « C'est la première fois en Europe qu'un stade reçoit une pelouse composée uniquement de pavés de gazon », explique ainsi Daniel Sens, directeur général de la Serpey, la société française retenue pour « l'élevage » et la pose. D'habitude, le gazon est envoyé comme de la moquette, puis déposé. Coût de l'opération : près de 10 millions de francs, dont 4 millions pour le gazon proprement dit. La pelouse subira son premier vrai test le 28 janvier 1998 avec le match inaugural du Stade de France qui opposera la France à l'Espagne.

Le maire de Nantes s'efforce de modifier la gestion du club de football

NANTES

de notre correspondant

Les agents du fisc aiment peut-être le football, mais ils savent oublier leur passion lorsque les infractions existent. Ils viennent ainsi de réclamer 10 millions de francs au football club de Nantes Atlantique. La condamnation a été adressée, après examen des comptes de 1992 à 1996 de la société anonyme à objet sportif (SAOS), qui gère l'équipe professionnelle, et de l'association qui détient 93 % de son capital.

Cette nouvelle mésaventure ajoute au trouble qui secoue le club nantais depuis plusieurs mois. Trouble dont le retrait surprise, en août, de l'entraîneur Jean-Claude Suaudeau, lassé de voir son équipe perdre à chaque saison ses meilleurs joueurs faute de moyens financiers, avait été un autre signe.

Jean-René Toumellin, le président de la SAOS, et Alain Flores, son directeur général, affirment qu'aucune malversation n'a été relevée, et contestent l'interprétation des services fiscaux. Deux points font principalement problème : la TVA à régler sur les ventes de joueurs par l'association à la SAOS et un versement effectué par la SAOS, au cours de la saison 1995-1996, de 18,5 millions de francs à la société Médiafoot, à qui le FC Nantes Atlantique sous-traite son activité commerciale. Ce paiement aurait eu lieu à l'occasion de la Ligue des champions, sur laquelle Médiafoot n'avait aucun rôle à jouer puisque les prestations étaient assurées par l'UEFA.

Pour Guy Scherrer, le président des années mises en causes par le fisc, cette affaire est banale : « Chacun sait qu'un contrôleur ne repart jamais les mains vides et qu'enfin l'entreprise discute avec l'administration. Ici, ça prend une proportion homérique, car c'est un club de fait. » Il défend également le contrat signé jusqu'en 2001 avec Médiafoot : « Les ressources apportées par la société de Jean-Claude Darmon sont très supérieures à ce qu'elle coûte au club, et son savoir-faire est sans comparaison avec celui qu'aurait une équipe commerciale

intégrée. » Sur la foi d'un audit réalisé par le cabinet Fidal, à sa demande, Jean-Marc Ayrault, le maire (PS) de Nantes, n'avait pourtant pas caché sa mauvaise humeur au mois de juin : « Il faut en finir avec l'archaïsme au niveau des pouvoirs et de la gestion. Le système est trop opaque, trop flou. » Dans le collimateur du maire : l'évolution anarchique de la masse salariale, l'absence de prévisions pluriannuelles et de structures à la hauteur des enjeux, en particulier d'un directeur et d'un conseil de surveillance pour chaque entité juridique.

« Il faut en finir avec l'archaïsme au niveau des pouvoirs et de la gestion »

Implicitement, son analyse met en cause la gestion solitaire de M. Scherrer, qui a présidé le club pendant quatre ans, avant de démissionner brusquement en 1996, et celle, consensuelle mais chaotique, de son successeur, Jean-René Toumellin. Alors PDG de la Biscuiterie nantaise (BN), la filiale du groupe américain PepsiCo, M. Scherrer avait été appelé à la rescousse lors du plan de sauvegarde de 1992. Doté des pleins pouvoirs, il avait su remettre en selle une équipe de jeunes joueurs. La création de la SAOS devait permettre enfin de gérer le club comme une entreprise. De ce point de vue, les résultats sont élogieux.

Le chiffre d'affaires est passé de 80 millions de francs en 1992-1993 à 230 millions de francs en 1995-1996, et 170 millions de francs sur 1996-1997. Tous les exercices ont été bénéficiaires et les 60 millions de passif qui menaçaient le club ont quasiment été comblés. L'an dernier, la SAOS a même prêté 10 millions de francs pour que celui-ci rembourse par anticipation

un prêt au Crédit industriel de l'Ouest. Mais, depuis trois ans, la SAOS n'a dû son équilibre financier qu'aux ventes des Loko, Ouedec, Karamben, Pedros, N'doram, Malekic et consorts, sans pour autant que la masse salariale ne semble baisser à proportion. D'où l'incompréhension des supporters pour lesquels un tel redressement financier aurait dû donner au club les moyens de garder ses meilleurs joueurs.

Partageant le souhait du maire de Nantes de voir un investisseur donner au club les moyens qui lui font défaut et prendre en charge sa gestion, M. Scherrer y voit deux obstacles liés à la loi sur la SAOS : « L'impossibilité de distribuer des dividendes et le risque que doit prendre l'investisseur d'assumer les dettes éventuelles de l'association, dont la SAOS doit rester fidèle à au moins 33 % ».

A ses yeux, seul un groupe ayant une stratégie assez forte pour ignorer de telles contraintes peut s'intéresser au FC Nantes Atlantique, à l'image du Canal Plus ou PSG, Mac Cormack à Strasbourg ou Robert Louis-Dreyfus, le PDG d'Adidas, à Marseille. Ces exemples font rêver les dirigeants du FC Nantes Atlantique, et sans doute le maire de la capitale régionale, qui doit s'exprimer sur l'avenir du club vendredi 12 septembre.

Adrien Favreau

■ LOTO : résultats des tirages n° 73 du mercredi 10 septembre. Premier tirage : 8, 14, 18, 27, 34, 44, numéro complémentaire : 31. Rapport pour 6 bons numéros : 7 805 520 F. Rapport pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 94 730 F ; pour 5 bons numéros : 6 875 F ; pour 4 bons numéros : 150 F ; pour 3 bons numéros : 15 F. Second tirage : 1, 2, 17, 22, 37, 41, numéro complémentaire : 24. Rapport pour 6 bons numéros : 15 015 565 F. Rapport pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 54 235 F ; pour 5 bons numéros : 9 345 F ; pour 4 bons numéros : 181 F ; pour 3 bons numéros : 17 F.

Coupe du monde 98

La sécurité à l'épreuve

Un dossier réalisé par Le Monde en collaboration avec le comité d'organisation de la Coupe du monde 98

- Tous les aspects de la sécurité
- Un entretien avec René-Georges Quéry, chargé de la sécurité à la délégation interministérielle
- Le dispositif d'intervention de la sécurité civile
- Les exemples étrangers
- Les leçons du tournoi de France



A lire dans **Le Monde**
du jeudi 18 au vendredi 19 septembre

سكوا من الالهي

judokas
ont pas
ainement

Le temps se dégrade

DEUX ZONES pluvieuses traversent vendredi le pays du nord-ouest vers le sud-est. Les pluies seront parfois accompagnées d'un coup de tonnerre. Entre ces deux bandes, les éclaircies restent timides et quelques averses ne sont pas exclues.

Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie. - Le temps sera médiocre, avec quelques averses, dès le matin près de la Manche. Les pluies gagneront l'ensemble des régions dans l'après-midi. Les températures iront de 17 à 21 degrés l'après-midi.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Après les pluies de la nuit, le temps restera instable, avec quelques apparitions du soleil. L'après-midi, les pluies se généraliseront de la Haute-Normandie au Nord. Il fera 19 à 22 degrés du nord au sud.

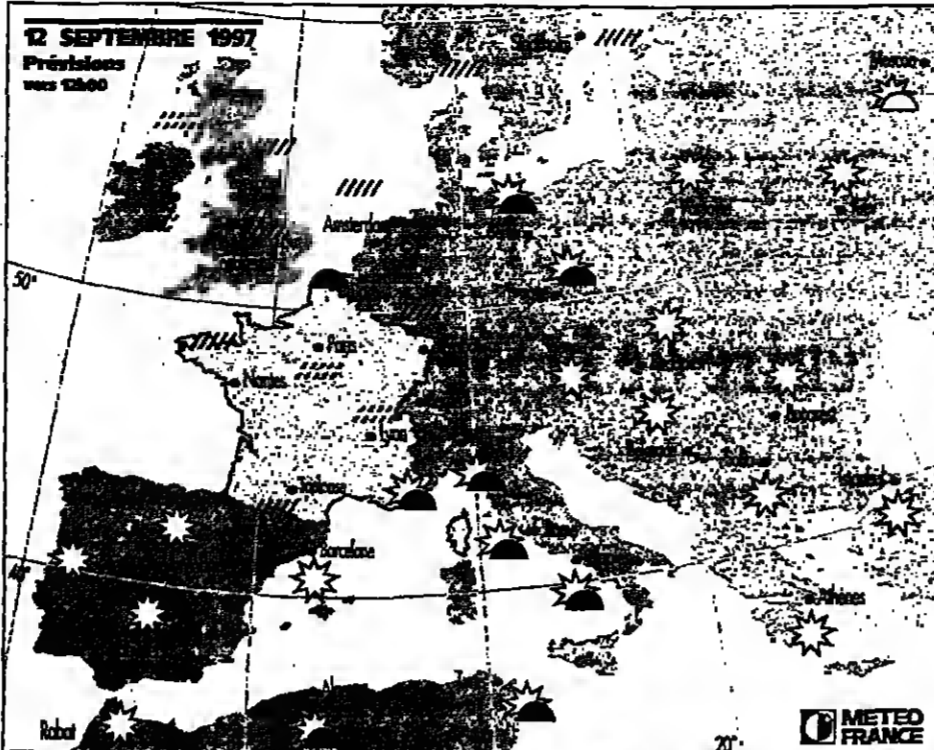
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Les pluies, parfois orageuses, présentes dès le matin sur la Champagne et la Bourgogne, traverseront l'ensemble des régions en progressant vers le

sud. Il fera au mieux 20 à 23 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - D'épais nuages pluvieux et orageux, couvrent le ciel de l'Aquitaine dès le matin, puis s'étendent rapidement en Midi-Pyrénées. Le temps est plus clément en Poitou-Charentes. On atteindra 21 à 25 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le Limousin et l'Auvergne resteront une bonne partie de la journée sous la pluie, qui sera localement orageuse. Une amélioration est attendue par le nord-ouest en soirée. En Rhône-Alpes, les éclaircies du matin seront suivies de pluie. Prévoir au mieux 21 à 25 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le matin, la Corse et la région PACA bénéficieront encore du soleil alors que de nombreux nuages se développent sur le Languedoc-Roussillon. Ces nuages accompagnés d'ondées s'étendront partout l'après-midi. On atteindra 26 à 29 degrés.

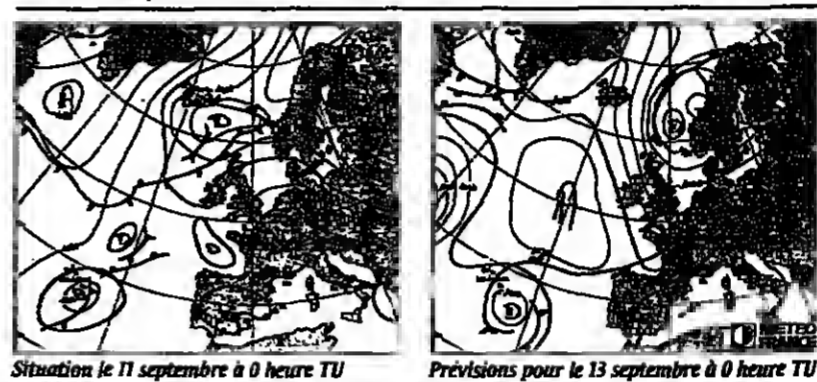


LE CARNET DU VOYAGEUR

■ ISRAËL. Spécialiste de cette destination, le voyageur Zénith propose des vols spéciaux 30 % moins chers à destination de Tel Aviv. Départs de ces vols de nuit les 30 septembre et 14 octobre à 1 h 45 et 2 h 30. Prix : 1 490 F par personne l'aller-retour, plus 250 F de taxes d'aéroport et frais de dossier. Renseignements au 01-44-58-17-17.

■ ANGLETERRE. P & O European Ferries propose, du 1^{er} octobre au 31 décembre, des promotions, sur les traversées maritimes entre Calais et Douvres (forfait voiture et deux personnes à 175 F A/R pour une journée en Angleterre, forfait 3 jours 300 F) et sur les formules avec hébergement à Londres (hôtel à 450 F par personne en chambre double) et dans le sud de l'Angleterre (hôtel ou pub pour 395 F par personne en chambre double). Renseignements au 01-44-51-00-51.

PRÉVISIONS POUR LE 12 SEPTEMBRE 1997				PAPETERIE				KIEV				VERNET				17/26 N				LE CAIRE				23/32											
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoléillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.				PORTES-A-PIT. ST-DENIS-RE.				LISBONNE				VIENNE				19/26 S				MARRAKECH				18/24											
FRANCE métropolitaine				EUROPE				AMSTERDAM				LIVERPOOL				LONDRES				BRASILIA				BUENOS AIRES				RIO DE JANEIRO				12/24 N			
17/26	P	NANTES	13/22	N	17/23	S	14/19	P	13/16	C	10/17	P	17/21	S	18/27	S	10/23	S	19/26	P	8/14	P	25/31	S	17/24	S	23/35	N							
17/24	P	NICE	19/25	N	20/27	S	21/28	S	17/21	S	17/21	S	17/21	S	17/21	S	17/21	S	17/21	S	17/21	S	17/21	S	17/21	S	17/21	S							
16/25	P	PARIS	19/20	N	17/23	S	14/19	P	13/16	C	10/17	P	17/21	S	18/27	S	10/23	S	19/26	P	8/14	P	25/31	S	17/24	S	23/35	N							
13/21	N	PAU	14/24	P	17/23	S	14/19	P	13/16	C	10/17	P	17/21	S	18/27	S	10/23	S	19/26	P	8/14	P	25/31	S	17/24	S	23/35	N							
12/17	P	PERPIGNAN	18/26	N	17/23	S	14/19	P	13/16	C	10/17	P	17/21	S	18/27	S	10/23	S	19/26	P	8/14	P	25/31	S	17/24	S	23/35	N							
13/18	P	RENNES	13/21	P	17/23	S	14/19	P	13/16	C	10/17	P	17/21	S	18/27	S	10/23	S	19/26	P	8/14	P	25/31	S	17/24	S	23/35	N							
11/18	P	ST-ETIENNE	12/23	N	17/23	S	14/19	P	13/16	C	10/17	P	17/21	S	18/27	S	10/23	S	19/26	P	8/14	P	25/31	S	17/24	S	23/35	N							
13/24	P	STRASBOURG	12/21	P	17/23	S	14/19	P	13/16	C	10/17	P	17/21	S	18/27	S	10/23	S	19/26	P	8/14	P	25/31	S	17/24	S	23/35	N							
13/22	P	TOULOUSE	16/26	P	17/23	S	14/19	P	13/16	C	10/17	P	17/21	S	18/27	S	10/23	S	19/26	P	8/14	P	25/31	S	17/24	S	23/35	N							
14/23	N	TOURS	12/21	N	17/23	S	14/19	P	13/16	C	10/17	P	17/21	S	18/27	S	10/23	S	19/26	P	8/14	P	25/31	S	17/24	S	23/35	N							
13/18	N	FRANCE overseas			17/23	S	14/19	P	13/16	C	10/17	P	17/21	S	18/27	S	10/23	S	19/26	P	8/14	P	25/31	S	17/24	S	23/35	N							
14/22	P	CAENNE	22/32	N	17/23	S	14/19	P	13/16	C	10/17	P	17/21	S	18/27	S	10/23	S	19/26	P	8/14	P	25/31	S	17/24	S	23/35	N							
15/24	N	FORT-DE-FR.	25/31	N	17/23	S	14/19	P	13/16	C	10/17	P	17/21	S	18/27	S	10/23	S	19/26	P	8/14	P	25/31	S	17/24	S	23/35	N							
18/26	N	NOUMEA	17/21	S	17/23	S	14/19	P	13/16	C	10/17	P	17/21	S	18/27	S	10/23	S	19/26	P	8/14	P	25/31	S	17/24	S	23/35	N							



VENTES

Les statuettes de chevaux de la Chine ancienne à l'honneur

Les ming-k'i reflètent l'art d'une époque d'expansion, mais aussi un univers de dames de cour, de musiciens et de guerriers

AU III^e SIÈCLE avant J.-C., l'empereur de Chine Shih Huangdi se fait enterrer avec sept mille statues de terre cuite, représentant son armée un peu plus grande que nature. Il a fondé la première dynastie impériale et commencé la construction de la Grande Muraille. Le premier, il rassemble dans sa sépulture des représentations de ses serviteurs, qui marquent le passage du sacrifice réel, en usage depuis la dynastie Shang (XVI^e siècle avant notre ère), au sacrifice symbolique.

Appelés ming-k'i, ces statuettes montrent un univers de dames de cour, servantes, valets, guerriers ou musiciens, où les chevaux tiennent une place prépondérante. Unifié, la Chine, devenue puissante et prospère, rayonne au-delà de ses dix-huit provinces. L'art de cette époque reflète cette expansion. La coutume des objets funéraires, encore vivace à l'époque Ming, s'est répandue peu à peu dans toutes les couches de la société, et on trouve aujourd'hui des ming-k'i tardifs de qualité médiocre, importés massivement.

Calendrier

ANTIQUITÉS
● Vannes (Morbihan), route d'Auray-Continent, jusqu'au 13 septembre, jeudi et samedi de 8 h 30 à 21 heures, vendredi de 8 h 30 à 21 heures, samedi de 8 h 30 à 21 heures, 22 expositions, entrée libre.
● Cassel (Nord), Salle des sports, du vendredi 12 au dimanche 14 septembre, vendredi de 18 à 22 heures, samedi et dimanche de 10 à 19 heures, 40 expositions, entrée 25 F.
● Fontchatéan (Loire-Atlantique), Salon de l'hippodrome, samedi 13 et

dimanche 14 septembre, de 9 à 19 heures, 40 expositions, entrée 20 F.
● Paray-le-Monial (Saône-et-Loire), Centre de congrès, samedi 13 et dimanche 14 septembre, de 10 à 19 heures, 25 expositions, entrée 15 F.
BROCANTES
● Castelnaudary (Aude), quai du Port, samedi 13 et dimanche 14 septembre, 40 expositions.
● Malmont (Bouches-du-Rhône), salle des fêtes et place du Marché, samedi 13 et dimanche 14 septembre,

l'art de 60 000 à 80 000 dollars (de 360 000 à 480 000 francs environ). A partir des empereurs Tang (618-907), des couleurs vernissées donnent aux poteries une polychromie plus variée. Un autre changement est l'introduction de la race arabe en Chine : le fameux cheval Tang, fin, haut sur pattes, à l'encolure racée, paré de glacières aux couleurs multiples, est le favo-

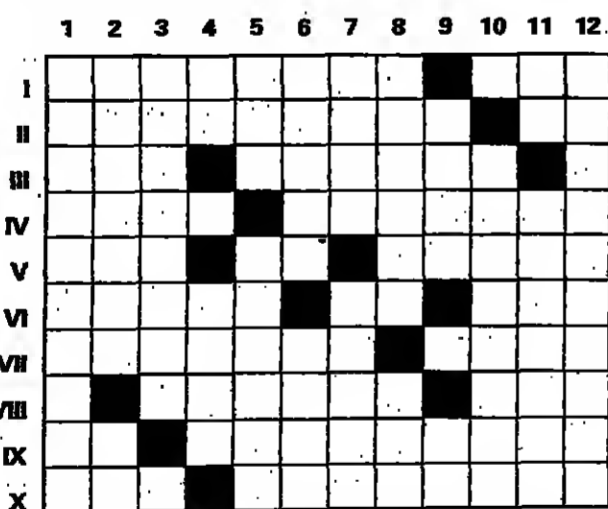
ri de nombreux collectionneurs - le président de la République en raffole. Les plus élaborés, dits « Sencal », offrent la combinaison de trois couleurs, jaune, vert et brun, utilisées dans des tons divers. Un cheval Tang « Sencal », de couleur vert pâle et caparaçonné d'une selle vert foncé et d'un harnais brun, est proposé entre 90 000 et 120 000 dollars (entre 540 000 et 720 000 francs environ). Moins rare, une paire de chevaux et leurs cavaliers en robe verte sont annoncés de 30 000 à 40 000 dollars (180 000 à 240 000 francs, même époque, hauteur 36 centimètres). La technique de la glaçure ne s'est pas encore généralisée, et l'ombre de chevaux Tang sont encore recouvertes d'éogobe. Un modèle en terre cuite beige rosé à éogobe blanc d'une bonne qualité d'exécution sera vendu à Gien, samedi 13 septembre, sur une estimation de 40 000 à 45 000 dollars (240 000 à 270 000 francs).

Catherine Bedel

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97198

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. Comme une définition alambiquée. D'une grande rigueur. - II. Brunes, blondes et même rousses, elles passent toutes entre leurs mains. Sur une scène de Tokyo. - III. L'argent de nos grands-parents. Deux points plusieurs fois. - IV. L'argent de nos enfants. Favorisé dans l'existence. - V. Manifeste au fond des bois. Manifeste le dédain. Choquée comme une poire. - VI. Lui aussi avait du mal à supporter son frère. Le germanium. Lettres d'Othello. - VII. Provoqua la querelle entre Arma-

gnac et Bourguignons. Au côté de l'académicien. - VIII. Ample blouse. Obtint à moitié. - IX. Conjonction. Prendrait en main. - X. Bout de partie. Bout parti.

VERTICALEMENT

1. Loin de toutes les réalités. - 2. Potages minceur. Personnel. - 3. Récolteras dans le marais. - 4. Mis en cause. Remue pour se détendre. - 5. Vieille armée. Merveilleux spectacle. - 6. Homme à tout faire. Fournisseur de cachou. - 7. Les grandes eaux. Engrais naturel. - 8. Seul dans son coin.

Entre l'UNR et le RPR. - 9. On y séjournerait pour reprendre son souffle. Le radon. - 10. Une injure atténuée. - II. Point de départ. Garder dans un coin de sa tête. - 12. Pour une somme, ça fait un bon paquet.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97197

HORIZONTALEMENT

1. Bakchich. TTC. - II. Egarera. Lear. - III. Cils. Terre. - IV. Sol. Bichonna. - V. DS. Méthane. - VI. Tolerie. Bi. - VII. Chaulées. Lev. - VIII. Aille. Carl. - IX. Nect (cent). Berliet. - X. Ers. Asslette.

VERTICALEMENT

1. Becs-de-cane. - 2. Agios. Hier. - 3. Kali. Tals. - 4. CRS. Mout. - 5. Hé. Belle. - 6. Irrité. Bs. - 7. Ça. Chrémes. - 8. Thals. Ri. - 9. Leone. Clé. - 10. Terme. Laït. - 11. Tarn. Béret. - 12. Créativité.

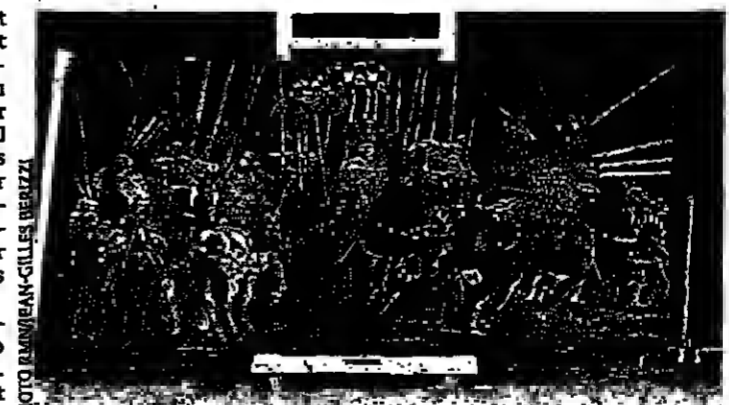
Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé au Monde 12, rue M. Guesbroux 94008 Ivry cedex
Président-directeur général : Dominique Aubry
Vice-président : Gérard Monod
Directeur général : Stéphane Coris
21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75228 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-25
PRINTED IN FRANCE

L'ART EN QUESTION N° 31

En collaboration avec

La victoire du prince



Paolo Uccello, « La Bataille de San Romano : la contre-attaque de Michelotto da Cotignola », vers 1435-1440, Paris, Musée du Louvre.

d'entre eux est aujourd'hui au Musée du Louvre, à Paris, le deuxième au Musée des Offices, à Florence. Où se trouve le troisième épisode de la Bataille ?
● Au Metropolitan Museum de New York ?

● Au Musée du Prado, à Madrid ?
● A la National Gallery, à Londres ?

Réponse dans Le Monde du 19 septembre

Solution du jeu n° 30 (Le Monde du 5 septembre)
Le premier conservateur du Musée Gustave-Moreau, ouvert en 1902, a été le peintre Georges Rouault. Henri Rupp est un ancien élève de l'artiste, devenu son ami et confident ; Albert Lafon est l'architecte qui a transformé la maison de l'artiste en musée.

LE FEUILLETON
DE PIERRE LEPAPE
« Ne m'attendez pas
en avril »
d'Alfredo
Bryce Echenique
page II

MICHEL BRAUDEAU
page III

Le Monde des LIVRES

VENDREDI 12 SEPTEMBRE 1997



LA CHRONIQUE
de Roger-Pol Droit
pages VI et X

LES LOIS DU DÉSIR
rencontre avec les Na,
une ethnologie chinoise
où n'existe ni père
ni mari
page VII

Amor, à mort...

En érudit (normalien, agrégé de philosophie, docteur en esthétique), Dominique Noguez affectionne les citations. Mais les veinards qui ont lu ses essais « savants » sur Rimbaud, Léonine-Dada ou la Sémologie du parapluie, ceux qui ont déjà dégusté ses romans (1) savent que la culture de cet universitaire n'est que l'une des armes de sa malice, son ironie, son esprit corsaire. Discrètement (car il n'est pas homme à essayer ses semelles dans l'antichambre des pouvoirs), ce satiriste, friand de canulars autant que de flèches polémiques, nous a habitués à des coups de gueule salubres contre les imposteurs, les snobards, les symboles de la barbarie moderne, et à de jubilatoires récits où se conjuguent références et délices. Chaque fois, chez lui, l'humour tempère le propos, qu'il soit pédagogique, colérique ou libertain.

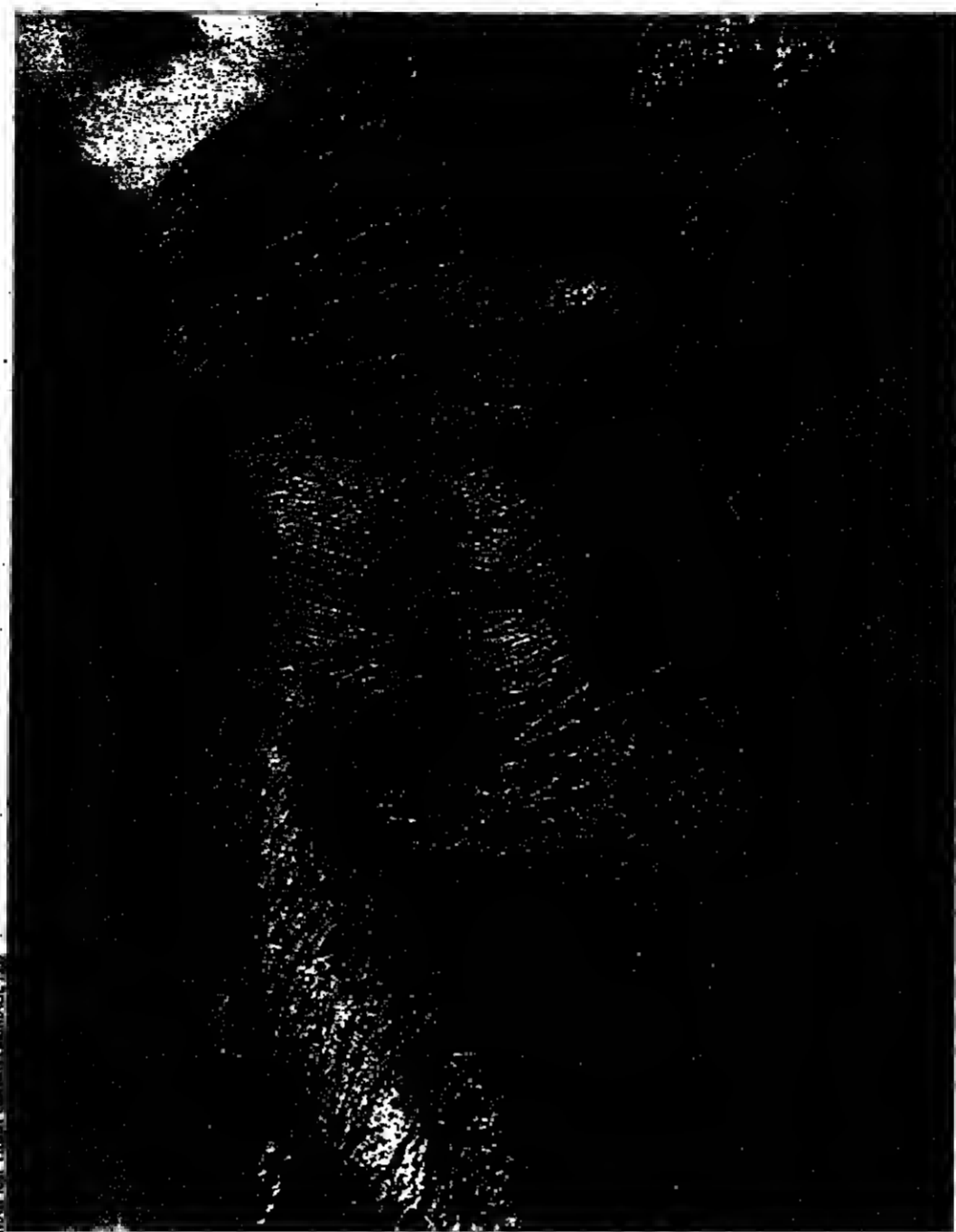
Rien de tel ici. Dans *Amor noir*, c'est tragiquement que Dostoevski ouvre le bal, fustigeant par un extrait de ses *Carnets du sous-sol* : « J'en arrive à croire aujourd'hui de temps en temps que l'homme ne peut être rien d'autre qu'un droit volontairement donné à l'objet que l'on aime de nous tyranniser. » Brosant dès la première page le portrait de l'objet de sa passion, le narrateur souligne sa « si tranquille volonté de faire mal » et décrit ses « yeux inhumains, de rapace ou de lynx, d'une dureté de maître ou de météore, des yeux qui me regardaient mais ne me voyaient pas, qui ne m'aimaient pas, qui ne m'aimeraient jamais, qui n'aimeraient jamais personne ». Ce roman d'un deuil ne variera pas de sa ligne fataliste, pour se clore par un accident

**Spectateur éclairé,
Dominique Noguez
interroge les affres du
désir, les éclats noirs
de l'extase amoureuse**

mortel et par un homme qui pleure.

Le caractère inhabituellement dramatique d'*Amor noir* renvoie-t-il à l'avertissement donné par Dominique Noguez dans son anthologie des plaisants de la littérature française : « L'humour est une machine à changer le malheur en plaisir, mais le malheur se venge » (2) ? Cette évocation du naufrage d'un amour foo surgit aussi, brutalement, comme une réponse à l'aven distillé dans le livre qu'il consacra au septième art, où il confessait que la première image de cinéma qui hantait sa mémoire était celle « d'une femme à cheveux noirs, très finement maquillée, serrée dans une robe à fourreau et qui chante : "amor, amor, amor". Et sans doute comprenais-je alors : "amour, amour, amour", mais la femme était à la fois belle et étrange, andalouse peut-être et un peu pâle, j'entendais aussi : "la mort, la mort, la mort" (comme chante Carmen à l'acte III) ». Dominique Noguez poursuivait : « Voilà comment se forment les fantasmes dans les chères têtes blondes et comment des philosophes de six ans, qui n'ont ni Freud ni Bataille, associent déjà confusément Eros et Thanatos ».

Spectateur éclairé, Dominique Noguez a également disserté sur le phénomène de transfert qui s'opère lorsque l'on voit un film : l'abandon du corps réel au profit



d'une identification au corps fictif, et la participation à l'activité (y compris érotique) du corps représenté. Il a rappelé la réflexion faite par Jean Epstein après l'apparition des visages en gros plan : « Maintenant, le tragédien est anatomique » (3). Pour en finir avec le clin d'œil cinématographique, auquel Noguez sacrifie lui-même dans *Amor noir* en citant les films les plus charnels de la glorieuse Mar-

lene Dietrich, l'apparition d'Ursula Andress sortant de l'eau tout habillée dans un *James Bond*, la grande scène de *Rendez-vous d'André Tschékhov* où l'acteur Wadec Stanczak hurle d'amour en sanglotant sous la pluie, et la mélancolie poignante d'*India Song*, on notera que ce « scénario » de l'amant meurtri à la recherche du corps perdu rend hommage au trouble de la *Madame de du ci-neaste Max Ophüls* et à son cri, sa vaine tentative d'exorciser la passion par le verbe : « Je ne vous aime pas ».

Cette histoire, « bourgeoise », « florissante » de celle dont Noguez nous livrait le canevas dans *Les Derniers jours du monde*, et qui illustre, non sans propos poivrés et aveux d'un érotisme précis, que l'amour, « c'est bien pire que l'amour », est celle d'une descente aux enfers odes d'une cristallisation visuelle. Analogie à celui du héros de *Mort à Venise*

pour l'angélique Tadzio, le coup de foudre pour cette déesse martiniquaise prénommée Laetitia à l'île de Biarritz, près des plages qui offrent le spectacle de la beauté, et attisent les supplices. « Misérable petite grâce profane, qui nous frappe cent fois, mille fois

Jean-Luc Douin

dans notre vie comme autant de piqures d'abeille ou de serpent (...) Notre être entier est pris, nos jambes sont paralysées ou seulement bonnes à tirer, comme des folles, notre carcasse vers son linceul. » Fait-il expliquer le comportement de Laetitia, vampire et garce, par sa beauté ? Est-ce par fascination vénéreuse des souffrances qu'elle provoque qu'elle est cruelle, indomptable, traître, et cynique jusqu'à donner à son amant transi une cassette vidéo des chorégraphes pornos auxquelles elle s'adonne dans un

night-club ? Ce n'est pas l'enjeu d'*Amor noir* de le savoir. Noguez s'interroge plutôt sur les affres du désir, les vertiges de la jalousie, l'éclat noir des extases, le carrousel des dévotions et des supplices, le dégoût de vivre séparé de celle qui, comme disait Nerval de son Aurelia, est « perdue pour moi ». Cet hymne littéraire à l'hyperboréenne qui ne lit pas les lettres d'amour est rédigé par un damné qui n'a pas manqué de se demander si la littérature n'avait pas tout dit une fois pour toutes sur le mal dont il souffre. Ces tourments furent déjà analysés dans *Manon Lescaut*, *Adolphe*, romans de la passion obscure pour l'insaisissable, de l'amour qui n'apporte pas la lumière. Mais Noguez a rêvé de faire son Letrès : signer « un livre qui soit un acte ». Il ose. Il peint un blason du corps de sa chatte téléphononome et sans pudeur, disserte sur ses odeurs, poétise un sexe qu'en écho à Gustave Courbet il intitule l'Origine du bonheur. Des pages qu'il voudrait dignes de celles de Gustave Flaubert à « une jeune personne de Croisset », de celles de Guillaume Apollinaire à Lou : « La littérature amoureuse navigue toujours entre la métaphore un peu trop riche et le concul-bite ; je préfère la métaphore. » Noguez est fleur bleue, romantique, « pantin désarticulé, muet, aveugle, tremblant d'une fièvre sans fin », prostré devant son « agnelle, oiselle tiède, lait de tendresse », et cru dans l'abandon, le dépit, la tentation du néant, adulant « son con », à « l'élasticité rose des petits colomors » et la « fraîcheur moite d'œillet ».

Noir est la couleur de pean de cette maîtresse infidèle, ainsi que de l'amour qui associe la volupté à la mort. Noguez tisse néanmoins des pages lumineuses sur l'éternité, ce festin « où s'ouvrent tous les cœurs » : « C'est le moment du sourire - comme si un ange empruntait un moment notre corps ». Encore le corps : siège de douleur et d'oudeur mêlées (« Il faudrait écrire doul/ceur »). Lors d'une fugue de son aimée mandite, le héros sent son corps envahi d'une « immense tendresse », de « rêveries où tout évolue dans la confiance et la ferveur, et dans l'ineffable d'une affection sans fin », « et prêt à tous les pardons, à implorer même, à ramper ». La mise à nu de Laetitia par l'écriture et le

souvenir entretiennent tous les espoirs, sa mise en terre anéantit toutes raisons de survivre.

(1) *Les Deux Veuves* (La Différence, 1990), *Les Derniers jours du monde* (Robert Laffont, 1991), *Les Martingales* (Gallimard, 1995).
(2) *L'Arc-en-ciel des humeurs* (Hatier, 1996).
(3) *Le Cinéma autrement* (Cerf, 1987).

AMOUR NOIR
de Dominique Noguez.
Gallimard, coll. « L'Infini »,
182 p, 85 F.

L'amnésie comme ciment de la cité

Nicole Loraux étudie le rôle de la mémoire dans la Grèce antique

LA CITÉ DIVISÉE
L'Oubli dans la mémoire
d'Athènes
de Nicole Loraux.
Payot, « Critique de la politique »,
304 p., 235 F.

En 403 avant J.-C., au lendemain même d'une effroyable guerre civile où les partisans de la démocratie avaient subi les pires exactions, ceux-ci, finalement vainqueurs, firent voter un décret interdisant à quiconque d'évoquer à l'avenir les tragiques événements (la *kata*, « les malheurs », disent les Grecs) que venait de traverser la cité. Et pour bien montrer qu'il ne s'agissait pas d'un vœu pieux, l'un des chefs vainqueurs fit exécuter sur le champ, sans procès, l'un de ses partisans qui ne se résignait pas à cette injonction d'oubli.

Partant de ce fait bien connu, Nicole Loraux se livre, à travers une série d'études rassemblées et remaniées pour l'occasion, à une éblouissante réflexion d'historienne sur le rôle de l'oubli et de la mémoire, de l'amnistie et du pardon, de la révolution et de la division, du serment et de la justice dans les communautés politiques grecques. Car, que l'on ne s'y trompe pas : ce que souhaitent les promoteurs du

décret de 403, c'est que l'on jette un voile pudique, au moins officiellement, sur des faits de guerre jugés honteux parce que opposant entre eux les fils d'une même communauté. Ce n'est pas la République talant la Commune pour ne prendre qu'un exemple dans l'histoire récente. Ce n'est que l'oubli par omission de faits où il y aurait trop à redire, y compris pour les vainqueurs.

Non, la cité grecque décréte l'oubli, de tout et pour tous : chacun prêterait serment et la somme des serments engage la cité tout entière ! Elle oblige à ne pas se souvenir, créant en quelque sorte une non-mémoire officielle. Comme, plus tard, on ôtera du calendrier le 2 Boédromion, jour où, selon la tradition, Poséidon et Athéna se disputèrent l'Attique. En installant ce jour dans un refus de mémoire et en le comptant parmi les jours néfastes, pour paraphraser Plutarque, on efface du même coup un affrontement qui préfigure la guerre civile de 403, alors que jusque-là on avait été plutôt fier à Athènes que des deux si présents se soient disputés l'honneur du patronage de la cité. En cette fin de siècle où les idéologies affrontées ne sont plus pré-

sentes pour structurer le débat politique, où l'espoir de nombreux citoyens réside dans l'instauration d'un consensus entre ceux qui aspirent à diriger la cité - je veux dire la République -, Nicole Loraux nous assène cette vérité trop facilement oubliée que l'harmonie naît de la division et non de l'uniformité, que le ciment de la communauté, c'est la stase, ce que nous traduisons par « révolution » mais qui évoque en grec l'idée de stabilité et de permanence.

Comme si l'état de stase était une institution constitutive de la cité grecque ! Car le plus beau des régimes, celui où le peuple (*demos*) exerce le pouvoir (*krateo*), implique aussi la division de la cité et la victoire d'une majorité sur une minorité, celle des oligarques. Ainsi va l'histoire d'Athènes, d'oubli des vrais fondateurs (Clisthène, Ephialtes) en divisions qui réunissent. Car tout, dans la cité démocratique, est en définitive occasion de souligner les différences : le vote, c'est le partage des opinions, et, par conséquent, le dénouement des vaincus. Mais « c'est de la conflictualité stabilisée que naît, pour ceux qui brillent de s'enrichir, le sentiment paradoxal de quelque chose de commun ».

Lire la suite page IX



L'espace intérieur

Michel Braudeau interroge le monde actuel et réhabilite le devoir de solitude.

Une magistrale leçon de lucidité et de bonheur

LOIN DES FORÊTS
de Michel Braudeau.
Gallimard, 336 p., 125 F.

Louis, le personnage central de *Loin des forêts*, est fasciné par un jeu électronique : « Space Inside ». Absent à toute réalité, il se perd alors dans le labyrinthe d'une existence fictive, hors du temps compté, dérivé de tous les tabous. Une initiation qui pourrait devenir dangereuse si, par inattention, l'assidue ou tentation de l'oubli, Louis se laissait bapper par l'univers virtuel. Le projet romanesque de Michel Braudeau est neuf et audacieux. *Loin des forêts* cache, sous beaucoup d'humour et les entrelacs savants d'une écriture baroque, une fiction sur la mort qui obsède l'homme d'aujourd'hui, vaincu par une solitude que les moyens de communication sophistiqués rendent d'autant plus redoutable qu'il est indécrottable de s'en plaindre.

Son héros, un artiste peintre quadragénaire, a tout pour être heureux. Il aime ses quatre fils, sa femme Sarah, épouse parfaite. Sibylle, sa maîtresse non moins accommodante, et ses amis. Il en est aimé. La réussite artistique l'attend et il s'abat dans la liberté d'une bohème confortable. Le romancier se prive ainsi des ressources habituelles d'une intrigue bien cadrée dont il abattrait les obstacles successifs et repérables. L'énigme est intime, et si le récit complexe se présente pourtant sous forme de suspense, l'enquête appartient au lecteur qui pénètre à ses risques et périls dans « l'espace intérieur » de l'écrivain.

Louis, heureux en famille, en amour et en plaisirs, décide de peindre des scènes de bataille. Il rencontre Bayard, parent et ancien ami de Sibylle, sa maîtresse psychanalyste. L'homme aurait quelques responsabilités dans les

hautes sphères d'une secte : l'Eglise du Christ Synthétique ». Il met Louis en contact avec un certain Rainier, par l'entremise duquel il rencontre un clochard nommé Judas qui va servir de modèle au peintre. Plusieurs intercesseurs permettent à Louis de pénétrer dans l'envers et l'enfer de Paris.

Le récit quitte le calme humide des forêts apaisantes pour s'enfoncer dans les remugles des bas-fonds où sévissent les grands maîtres des sectes, les organisations clandestines de SDF, des magouilleurs et agents secrets de tout poil, ténébres où s'amorcellent, comme s'entassaient les clochards dans les stations désaffectées du métro, les ambiguïtés secrètes de Louis et les débris de la mémoire collective. Il découvre ses propres démons et « nous » mensonges aux ramifications aussi inquiétantes que celles du « Space Inside ».

L'écrivain exploite la marge onirique que suscitent les faits divers du « journal de la nuit » chez un artiste pour qui l'imaginaire métamorphose toute réalité. A partir de sa propre histoire, Louis revisite l'actualité. De la même manière qu'il peint d'immenses personnages qui se cognent aux limites de la toile, il déplace les phénomènes de société dans la mesure du mythe. Son quotidien est envahi par le mystère des crimes non élucidés et l'interrogation métaphysique devient omniprésente.

Le roman s'ouvre sur la description puissante et sensuelle d'une randonnée solitaire dans la forêt de Rambouillet. Braudeau nous fait bumer chaque senteur. Pages qui peuvent conforter les écologistes dans le bien-fondé de leurs alarmes. Plus déchirant, mais par là même plus passionnant pour l'homme-architecte qui préfère la nature domestiquée, est le récit du



BRUNO CAZIN-GASSER POUR « LE MONDE »

voyage à Rome qui clôt le roman. Louis confronte sa mémoire à celle de l'Histoire. Le souvenir d'un premier séjour à Pompéi avec Sibylle (fresques et fresques amalgamées) et le goût de ses contemporains pour les dinosaures l'incitent à une longue méditation sur

l'angoisse de l'être humain conscient de son inévitable disparition mais sans cesse émerveillé par l'érotisme et l'art, palliatifs sublimés.

Le roman de Michel Braudeau devient lui-même un jeu mystique. Louis, comme tous les cré-

ateurs, est captivé par les « lacunes », ces vides cernés de mots que son amie Sibylle croit exhumés chez ses patients, que la Secte propose de combler et que le romancier se donne le pouvoir suprême d'inventer jusqu'à retrouver les apparences de la plénitude. Braudeau raconte le désespoir d'un homme heureux avec la pudeur d'un adolescent qui s'excuse de devoir vieillir. La troisième partie du livre – superbe mise en orbite de son musée intérieur – est un morceau de grande musique, une magistrale auscultation du pouvoir de création, une exploration lucide de la détresse et de la perversion humaines. Il y a des pages sarcastiques sur Sébastien, sur la peinture et la statuaire catholiques en général, le saint ravi par la torture extatique d'un viol fleché.

Braudeau renvoie à égalité toutes les entreprises humaines des plus humbles aux plus prestigieuses : le divan de Sibylle, l'œuvre caritative de « l'Hébergement du Cœur français » où elle vient aussi d'annoncer de son temps entre deux galipettes avec Louis, les leures des sectes ou les exaltations des itinéraires culturels. Il ne peut se défendre d'une certaine candeur quand il propose « Quarante recettes certaines pour échapper à la mort » où se co-

toient de jolis principes d'égnisme et une méditation suveraine sur notre acharnement à l'immortalité : « A présent, il lui faut revenir à Rome pour retrouver le terreau d'autrefois, les anciennes demeures, les colonnes et les villas, les tombes et les inscriptions en lettres majuscules de mots abrégés qui résonnent comme des bribes, des miettes sonores, des fragments d'une branche particulière et pas si marie qu'on le dit en parlant de longue main, elle-même vestige du babil préhistorique qui s'étendait jadis sur toute la surface de la terre et dans lequel on pouvait désigner l'eau, la rivière, l'homme, la femme, la jambe, la main, la nuit, l'enfant, le soleil ».

On n'émerge pas sans blessures de ce chaos intime. Dans son intense désir d'exister, l'homme a certes perdu son âme mais plus gravement, négligé l'invisible et les vertus des joies gratuites. Les œuvres d'art qui témoignent de notre court séjour orgueilleux sur la planète n'ont pour mission comme l'amitié que « de nous accoutumer au trépas, de nous faire à l'idée de la mort, en douceur, au point que nous en sommes quasiment pénétrés, investis, avant qu'elle ne se soit prononcée définitivement ».

Hugo Marsan

Belle à la folie

Pascal Bruckner signe un conte cruel et moral sur la beauté, valeur conventionnelle conduisant au pire

LES VOLEURS DE BEAUTÉ
de Pascal Bruckner
Grasset, 292 p., 125 F.

Tout de suite, on est intrigué. Cela commence très bien et c'est agréablement écrit. « Prologue » : un couple qui revient de vacances de ski en Suisse se trouve coincé dans la montagne par le mauvais temps. On les abandonne là, Hélène et Benjamin, qu'une personne vient de secourir, et l'on passe au portrait d'une curieuse fille, Mathilde, interne en psychiatrie, à laquelle il a fallu sept ans d'études pour comprendre qu'elle s'était trompée. « Qu'avais-je voulu exprimer en embrassant cette carrière ? Ma vie allait se dérouler sans surprises comme un inflexible programme, et je la laissais d'avance non d'être mortelle mais d'être prévisible. » Née d'un père marocain et d'une mère wallonne, Mathilde « ne manque pas d'attraits, paraît-il, mais à quel rime un charme qui ne prémunit pas du malheur ordinaire ? » Quoi qu'il en soit, nous sommes le 14 août, Mathilde est de garde à l'Hôtel-Dieu pour le week-end parisien le plus étrange de l'année – ville comme abandonnée aux seuls touristes, moment où se réveillent, pour les solitaires et les pauvres, les angoisses, les malaises, les pulsions de mort. Mathilde n'a pas le choix, il faut « y aller ».

Benjamin, lui aussi, se retrouve à l'Hôtel-Dieu. Il est ce drôle de type au visage dissimulé par un masque en tissu dont Mathilde décide de s'occuper. Benjamin, qui affirme avoir trente-huit ans et en paraître cinquante, veut se raconter. Figure de l'oser, vivant jusqu'à ce qu'il publie un livre dans lequel son talent de plagiaire s'exerce à plein, et qui lui fit rencontrer Hélène, une fille riche. Il fut, pendant neuf mois, sa « chose » : « Je n'étais pas dupe : j'étais son jouet, son rescapé sorti du ruisseau, son caniche de salon

lové, bichonné, entretenu sur un haut pied. J'étais sa bonne œuvre, avec moi elle exploitait sa richesse. »

Que va-t-il se passer entre ces deux personnes « déplacées », dans ce no man's land du 15 août parisien ? Que vont donner leur conversation, leur affrontement, la confrontation de leur seul bien commun, une singulière lucidité sur eux-mêmes ? Apparemment, Mathilde a le pouvoir, elle est le médecin. Mais Benjamin n'a pas sagement attendu dans sa chambre qu'elle vienne lui parler. Il a réussi à déjouer la surveillance des infirmières (il a retiré son masque, ce qui l'a rendu, paradoxalement, anonyme) et l'a rejointe dans la pièce où elle se reposait, pour la forcer à l'entendre. On entre avec jubilation dans le récit de Benjamin, mais l'histoire imprévisible qu'on espérait, Pascal Bruckner a décidé de ne pas l'écrire. Il a voulu faire une sorte de conte cruel, et moral, sur la « beauté », devenue une « valeur » si profondément réactionnaire, un mythe si conventionnel qu'il peut faire naître une folie de destruction. Hélène et Benjamin ont été « secourus » par de drôles de personnes, des « voleurs de beauté » qui kidnappent des jolies femmes, juste pour les priver du regard des autres et les rendre, en quelques mois... vieilles.

Ce n'est pas désagréable à lire, Bruckner est très bon quand il est méchant, son humour noir est terrible (le portrait du vieux gangster « défroncé » devenu le dingé qui enferme les jeunes beautés est à encadrer), mais quelque chose ne fonctionne pas. Un conte moral devrait être plus ramassé, plus économe.

Quant au roman bizarre qui aurait pu être celui de Mathilde et Benjamin, on l'attend désespérément. Si Pascal Bruckner est en train de l'écrire, il ne faut pas manquer, tout de même, *Les Voleurs de beauté*, pour patienter. Josyane Savigneau

Flammariion

Rentrée littéraire



Nicolas Bourriaud
L'ère tertiaire



Daniel Picouly
Fort de l'Eau



Félicie Dubois
L'Hypothèse de l'argile



Christophe Duchatelet
Le stage agricole



Vincent Ravalec
Nostalgie de la magie noire



Patrick Erouart-Siad
Le fleuve Powhatan

Ils arrivent !

Ils sont six. Avec eux se lève une nouvelle génération littéraire.

Onirisme, exotisme, réalisme...

Chacun suit hardiment son chemin.

Rebelles, ironiques, visionnaires, tous définissent d'autres frontières romanesques.

Un siècle s'achève. Ils sont ici pour accompagner sa fin.

Ils sont là pour annoncer

le prochain.

Raphaël Sorin

Directeur littéraire

Le journaliste et les « affreux » du président

Suite à ses révélations sur l'affaire Greenpeace, Edwy Plenel fut l'une des cibles du « service secret » élyséen. Il en décrit les rouages et l'amateurisme confondant. Et trace la chronique singulière de l'un des plus grands scandales politico-policiers de la V^e République

LES MOTS VOLÉS
d'Edwy Plenel.
Stock, 326 p., 130 F.

Edwy Plenel aura eu le redoutable honneur d'être l'homme le plus « écouté » de France. Il s'en serait bien passé, nous dit-il. De même qu'il se serait passé, l'imaginaire, d'apprendre qu'il aura vécu quatorze ans de son existence sous le règne d'un président qui, selon un témoignage autorisé, le tenait pour « un scélérat ». On le comprend. On frémit avec lui, et pour lui, à la lecture de certains des rapports d'écoute dont « Benêt » — c'était son nom de code — fit l'objet pendant les années qui durèrent ces étonnantes élysées. Sauf que les grandes injustices, on les grandes outrages, on les grandes colères qui en résultent, ont parfois pour vertu d'aboutir à un livre ; de cet ouvrage-ci, de cette humiliation

réflexes démocratiques. Étrange également, et non moins étonnant, l'idée même que l'on se faisait, dans cette année de faubourg, c'est-à-dire, jusqu'à preuve du contraire, au sommet de l'État, du type de secrets qu'il était essentiel de protéger. Car qu'il existe des « secrets d'État », nul — et surtout pas Plenel — n'en discutait. Qu'il y ait des informations — celles qui touchaient, par exemple, à la sécurité des personnes ou à la défense du territoire — dont l'État, et l'État seul, ait à connaître, je ne vois pas un républicain sérieux qui songerait à en douter. Mais il y a secret et secret. Et l'on reste sidéré, à la lecture du livre et des archives qu'il produit ou fait parler, par le ramassis de ragots et de savoirs mesquins, de basses œuvres, de petites rancunes, de haines recuites et de calomnies pitoyables que cette police mitterrandienne aura érigé, pendant ces six années, au rang de secret d'État. La santé du président ? L'existence d'une seconde famille qu'il tenait, plus que tout, à préserver ? C'est autre chose, bien sûr. Mais outre que nul — et certainement pas, là non plus, l'auteur du livre — n'a, pendant cette période, prétendu refuser à l'ancien président ce « droit au for intérieur » ou à la « double vie », on voit mal au nom de quelle logique ce légisme souci de soi pouvait relever de la sûreté publique. Dis-moi ce que sont tes secrets, je te dirai quel type d'État tu es. Montre-moi ta part d'ombre, c'est elle qui dira l'éclat de tes appareils. Qu'une présidence en soit là, qu'elle accepte de se bâtir sur un « tas de secrets » aussi « petit » que celui d'un individu, aussi « misérable » et aussi semblable au sien, que, pour protéger ce « tas », pour le soustraire à la curiosité des « chiens » ou à la pression des « maîtres chanteurs », il lui ait fallu recruter, surentraîner, surpayer, 167 muets du sérail, voilà qui donne aussi la mesure d'un abaissement de l'État, dont il faut bien admettre qu'il coïncida avec l'âge mitterrandien et dont il reste, établi, bien entendu, que le fatal processus a été, depuis, réellement entamé.

de s'être vu observé, espionné, moqué, peut-être menacé, de la rage que l'on devine, peut-être de la détresse, il a tiré ces Mots volés, qui sont la chronique précise, implacable, de ce qui apparaît, plus que jamais, comme le scandale politico-policiers de la V^e République.

L'effrayant, quand on entre dans le livre, c'est d'abord, évidemment, qu'une telle affaire ait pu advenir ici, dans la France de cette fin de siècle, au vu et su de chacun d'entre nous. Car enfin voilà une démocratie. Elle a ses pouvoirs et ses contre-pouvoirs. Ses appareils vénérables, animés par un authentique sens de l'État. Or, c'est dans ce système qu'un président, pas plus autorisé qu'un autre, non moins soucieux des libertés et du droit, a pu, six ans durant, constituer un cabinet noir, lui adjoindre une milice privée, faire en sorte que cette milice soit, non seulement armée, mais dotée de moyens militaires et financiers exorbitants — le tout dans l'illégalité la plus totale et sans le moindre contrôle du par des hiérarchies de la République. C'était le plus gros cabinet du Château. C'étaient, au bas mot, 167 policiers, gendarmes ou hommes de sac et de corde n'ayant à répondre de leurs actes que devant le seul chef de l'exécutif. C'était une logistique opérationnelle, une capacité et une latitude théoriques d'intervention, une impunité enfin, à côté desquelles les plombiers du Watergate font figure d'aimables précurseurs. Et tout cela, donc, dans une situation de non-droit, il faudrait presque dire de non-être, puisque l'existence même de ce « groupe d'action mixte », puis de ce « groupe de sécurité de la présidence de la République », parvint à demeurer, jusqu'à sa dissolution et au-delà, un « secret de sarcophage ». Étrange pays. Étrange condition de notre culture, de nos

notions confidentielles imputant à Anne Sinclair et à son engagement « notoire » en faveur de la « cause sioniste » la responsabilité « directe » de l'échec d'un « contrat du siècle » avec les Saoudiens. Là encore, une conversation de bistrot à Tel-Aviv, retravaillée telle quelle, et censée illustrer la thèse selon laquelle Israël aurait intérêt à voir se multiplier les attentats antisémites dans le monde. Bref, ce sont des sources putrides, des tuyaux crevés, ce sont les Pieds nickelés au royaume d'Ubu, avec, pour pimenter le jeu, un parfum nauséabond qui est celui d'une droite extrême au service d'un président de gauche.

Plenel n'a pas la religion des « services ». Il ne croit visiblement pas à la fable du « métier de séigneurs ». Et il ne se prive guère, au passage, avec cet humour à froid qui donne sa musique au livre, de rappeler le précédent célèbre de ces policiers — les mêmes, au fond — qui faisaient de Karl Marx un disciple de Bakounine et de Vladimir Litch, alias Léline, un obscur « volontaire engagé dans la Légion étrangère ». N'empêche. On a les policiers que l'on mérite. Et tomber de Fouché en Guézou, troquer même un Foccart contre un gendarme Prouteau, bref donner sa confiance à un quartieron de charlots qui firent leurs pre-

mières armes dans la rocambolesque affaire des Irlandais de Vincennes et qui ne cessèrent, ensuite, d'accumuler bourdes et faux pas, ne sera pas non plus, aux yeux des historiens de demain, un signe de discernement ni de grandeur.

UNE BANDE D'AMATEURS

La vraie question, du coup, est évidemment celle de François Mitterrand et de cette inimitable touche post mortem de son image. Je l'ai un peu connu. Comme d'autres, beaucoup d'autres, et, en vérité, comme n'importe quel observateur tant soit peu objectif, je puis témoigner — et c'est probablement, d'ailleurs, l'un des traits qui me séduisent en lui — de l'extrême attention que ce romancier-né, ce chercheur d'âmes et renifleur d'individualités rares portait à ses semblables. En sorte que la question qui brûle les lèvres, tout au long de la lecture du livre, est en effet : comment un homme pareil a-t-il pu s'arranger d'un tel système ? comment ce stratège hors pair, qui ne s'en laissait conter par quiconque, a-t-il pu remettre sa sécurité, celle de sa fille adorée et celle, enfin, du pays entre les mains d'une bande d'amateurs, évidemment incompétents, dont les « notes de synthèse » étaient à peine dignes du café du commerce ? comment a-t-il

pu lire, sans sourcil, ces fiches de basse police ? écouter ces hommes sans les jeter dehors ? comment a-t-il pu croire, lui, le roué, à l'existence d'une conspiration dont il était la cible et dont le pathétique Jean-Edern Haliez aurait été le centre démoniaque ? Les mauvais esprits concluront que cette vision conspiratrice du monde était tout simplement la sienne. Les très mauvais esprits ajouteront que les étreintes changent moins qu'on ne le croit et que, au plus profond du chantre de l'union de la gauche, vivait encore le cryptocagouillard d'autrefois, intonxé aux complots, fussent-ils imaginaires. Plenel, plus sobre, préfère penser qu'il « arrive aux grands d'être petits » et qu'il leur arrive aussi de se laisser gagner par la « paranoïa » ou la « panique ». Peut-être y a-t-il en effet, dans chaque État, et pour chaque chef d'État, un seuil donné de panique. Peut-être chacun a-t-il sa propre ligne de démarcation entre raison et affolement, qui cerne une zone très précise, mystérieuse, de son affectivité. On demande aux présidents leur bilan de santé. Il faudrait qu'ils puissent nous dire aussi le bilan vrai de leurs effrois.

Les plus belles pages du livre sont les dernières. L'auteur, avec beaucoup de tact, nous dit comment ce qu'il n'appelle jamais que « le

journaliste » — de même qu'il ne prononce jamais, non plus, le nom du « président » — a vécu, rétrospectivement, le viol de sa propre vie privée. On devine l'émotion. La sapeur du journaliste dont tout le crime est d'avoir découvert l'existence d'une « troisième équipe » dans l'affaire Greenpeace. Peut-être, pourquoi pas ? la peur. On devine surtout, entre les lignes des « notes de service », les diables d'idées qui ont dû traverser la tête de policiers qui, de leur propre aveu, n'avaient guère d'« état d'âme » quant à la façon de gérer la « dossier Benêt ». On entend, on croit entendre, le gendarme discipliné à qui l'on a dit : « vous êtes là pour livrer une guerre clandestine », et qui, logiquement, demande : « qu'est-ce qu'on fait de Benêt ? comment le réduire au silence ? » Et puis on distingue surtout le visage d'un père, rebelle et magnifique, auquel le journaliste doit visiblement quelques-unes de ses rages et de ses insurrections — et, aussi, le sentiment d'urgence qui lui a fait écrire ce livre. « Les seuls secrets, dit-il, sont les secrets d'enfance ». Bien sûr. Ce sont ceux, en tout cas, sur lesquels le monstre froid ne posera jamais sa griffe.

* Signalons également la réédition du livre d'Edwy Plenel, *La République inachevée* (Stock, 502 p., 140 F.).

SI VOUS AIMEZ LIRE, VOUS AVEZ RENDEZ-VOUS AVEC L'UN DE CES ROMANS ACTES SUD



Imaginant la vie d'Antigone — avant même la naissance du théâtre — Henry Bauchau incarne une bouleversante figure de rebelle, d'insoumise, de rédempteur...



La violence fait irruption dans la vie d'une femme. Un roman qui met des mots inoubliables sur l'inhumanité qui se développe chez les laissés-pour-compte aussi bien que chez les plus civilisés.



Une femme qui veut apprendre à lire aux petits gins découvre dans de silencieux affrontements les contraintes et la fatalité de leur monde. Par l'auteur de *L'égance des veuves*.



L'un après l'autre ses parents ont disparu. La fille reste, face à cette double disparition. Sur le vieillissement, l'absence, la mémoire et la douleur, un livre qui approuve le pire.



Le roman d'une année à New York où Alice et son frère vont, chacun à leur manière, briser les chaînes de l'enfance et celles, plus douloureuses, de leur appartenance à la communauté juive.



Les mots dévoilés comme les corps, et les corps comme les mots, exposent leur pathétique nudité aux regards de l'histoire. La bouleversante transgression d'une romancière algérienne.

L'amnésie comme ciment de la cité

Suite de la page 1

Ainsi c'est ce remanement des contraires même qui forme la cité. La communauté des citoyens, pour vivre, doit, comme cette boisson que l'on prépare au moment des mystères d'Eleusis, le *kuklos*, être fortement agitée afin que les éléments en soient mêlés au plus près. Une cité (on remplacera si l'on veut par nation, communauté, État, famille, etc.), qu'est-ce d'autre qu'un ajointement entre des forces opposées, un dépassement des tensions ? Puisque la vie même est conflit, comment les structures politiques et sociales qui encadrent les individus ne seraient-elles pas soumises aux déchirements de ces conflits ? Et si le conflit ne peut être évité, l'oubli s'impose comme une nécessité pour la cité si elle veut survivre aux malheurs : oubli de la victoire contre l'ennemi, oubli du ressentiment, voilà le pacte qui en définitive lie le vainqueur au vaincu. Le démos vainqueur en 403 se contraindait ainsi de lui-même à renoncer à l'exercice

de son *kratos*, du pouvoir reconquis de haute lutte. Étrange paradoxe qui contribue à rejeter Mémoire dans le sinistre cortège des enfants de Discorde (Éris).

On l'a compris, derrière l'analyse rigoureuse des sociétés politiques grecques, à laquelle elle se livre avec une minutie exemplaire — je songe en particulier aux études de vocabulaire sur les termes de la division, qui débouchent à la fois sur celles des mots du vote et du procès —, Nicole Loraux nous invite à une passionnante réflexion sur la nature des sociétés politiques. Il est rassuré pourtant qu'elle cède elle-même à la tentation des analogies, en dehors de quelques allusions. Mais, historien de l'Antiquité ou non, citoyen d'abord, le lecteur mesure tout à coup ce qu'une analyse aussi serrée de la cité antique dans ses aspects les plus déconcertants — et donc le plus souvent gommés par ceux qui en écrivent l'Histoire — apporte à l'homme d'aujourd'hui : des raisons d'espérer ou de s'inquiéter, en tout cas des moyens de comprendre que la division est au cœur de la vie de toute communauté, que décrier l'oubli peut être une autre manière de se souvenir, et qu'il n'est jusqu'à la justice qui ne soit une autre manière de continuer la guerre civile.

Maurice Sartre

